LES RAPPORTS DU GRIP

L'IRAN ET LA QUESTION SYRIENNE

DES « PRINTEMPS ARABES » À GENÈVE II

Mohammad-Reza DJALILI
et Thierry KELLNER

2014/1

GRIP

Les activités du GRIP sont soutenues
financièrement par

la Fédération Wallonie-Bruxelles,



le Ministère de la Région wallonne,



le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale (ACTIRIS),
le Ministère des Affaires étrangères du Luxembourg,
le Fonds Maribel Social

© Groupe de recherche et d'information
sur la paix et la sécurité (GRIP)
chaussée de Louvain, 467
B-1030 Bruxelles
Tél.: (32.2) 241.84.20
Fax: (32.2) 245.19.33
Courriel: admi@grip.org
Site Internet: www.grip.org

Le Groupe de recherche et d'information
sur la paix et la sécurité (GRIP)
est une association sans but lucratif.

SOMMAIRE

1. Les « Printemps arabes » vus de Téhéran : la particularité du cas syrien 5

2. L'Iran et la guerre civile syrienne : un engagement multiforme 8
a. Soutien politique et diplomatique 9
b. Soutien militaire et sécuritaire 12
c. Soutien économique et financier 17

3. Rohani et la Syrie : de son arrivée au pouvoir à Genève II 19
a. Discours inchangé et appui constant 19
b. Campagne de charme et poursuite du soutien à Bachar al-Assad 22
c. Flexibilité sur le nucléaire mais jusqu'ici pas sur la Syrie 25

Conclusion 28

1. LES « PRINTEMPS ARABES » VUS DE TÉHÉRAN[1] : LA PARTICULARITÉ DU CAS SYRIEN

Le régime iranien a observé avec grand intérêt les diverses révoltes qui se sont propagées au Moyen-Orient à partir du début de l'année 2011 afin de calculer les gains qu'il pouvait éventuellement engranger lorsqu'un pouvoir arabe pro-occidental s'effondrait ou s'affaiblissait. Le discours officiel de Téhéran a visé à récupérer idéologiquement ces événements. Ainsi, dans les médias, la révolte en Tunisie a rapidement été présentée comme inspirée par la « *révolution de 1979* »[2]. Comme l'a déclaré en février 2011, le Guide Ali Khamenei, les événements en Tunisie, en Égypte, et dans d'autres pays musulmans sont basés « *sur un réveil islamique qui résulte de la révolution islamique* »[3]. Téhéran a pourtant dû modifier quelque peu sa rhétorique face à une réalité de terrain où la référence à la révolution iranienne de 1979 était quasi absente[4], voire rejetée par les acteurs eux-mêmes[5] y compris les partis islamistes comme *Ennahda* en Tunisie ou les Frères musulmans égyptiens[6].

Il a choisi de qualifier officiellement ces événements de « *vague d'éveil islamique* », insistant sur le caractère « islamique » du mouvement de contestation plutôt que sur le fait qu'il touchait des pays « arabes ». L'expression « Printemps arabe » ne se retrouve d'ailleurs pas dans sa rhétorique. Plusieurs conférences internationales sur le thème du « *réveil et renaissance islamiques* » ont ainsi été organisées à partir de l'été 2011 dans la capitale iranienne[7]. En dehors de cette rhétorique générale, l'appréciation qu'a eu le régime iranien des événements qui ont traversé le monde arabe n'a cependant pas été uniforme.

Il a choisi de qualifier officiellement ces événements de « vague d'éveil islamique », insistant sur le caractère « islamique » du mouvement de contestation plutôt que sur le fait qu'il touchait des pays « arabes ».

De manière générale, il a réagi aux différents mouvements de la vague de contestation en fonction de ses intérêts idéologiques et géopolitiques. Après parfois quelques hésitations, il a soutenu les révoltes qui ont touché des pays arabes sunnites conservateurs pro-occidentaux comme en Tunisie, à Bahreïn, en

1. Pour une étude détaillée de la réaction iranienne face aux événements dans les différents pays arabes, Mohammad-Reza Djalili & Thierry Kellner, *L'Iran et la Turquie face au « Printemps arabe »*, Bruxelles, GRIP, 2012, 115 p.
2. « How Are The Protests In Egypt, Tunisia's Jasmine Revolution Being Viewed In Iran? », *RFE/RL*, 28 janvier 2011. Ce thème a été invoqué au départ par certains analystes occidentaux avant d'être repris par Téhéran comme thème de propagande. Voir Richard Spencer, « Revolution arrives in Arab world; Tunisia's uprising being compared to Iran's in 1979 », *The Daily Telegraph*, 15 janvier 2011.
3. « Iran's Supreme Leader: Recent developments in Egypt, Tunisia and other Muslim countries are based on Islamic revolution », *Trend Daily News*, 4 février 2011.
4. Pour une discussion critique des liens très ténus entre la « révolution islamique de 1979 » et les « Printemps arabes » voir les commentaires de Abbas Amanat, Nikki R. Keddie, Negin Nabavi, Firoozeh Kashani-Sabet, Arang Keshavarzian et Charles Kurzman dans *International Journal of Middle East Studies*, vol. 44, n°1, 2012, p. 145-165. Malheureusement pour le pouvoir à Téhéran, les références au précédent du « Mouvement Vert » en Iran ont été plus nombreuses, même si les événements du « Printemps arabe » sont indépendants de ceux de 2009 en Iran. Voir les discussions sur ce point dans *Idem*.
5. Voir les exemples cités dans Charles Kurzman, « The Arab Spring : Ideals of the Iranian Green Movement, Methods of Iranian Revolution », *International Journal of Middle East Studies*, vol. 44, n°1, 2012, p. 162-163.
6. Cité dans Ziba Mir-Hosseini, « Iranian response to the 'Arab Spring': appropriation and contestation », *OpenDemocracy*, 29 février 2012.
7. Une conférence consacrée à l' « éveil islamique de la jeunesse » (*Islamic Awakening Youth Conference*) a par exemple été organisée à Téhéran en janvier 2012. Ali Khamenei s'y est adressé à 1 200 jeunes provenant de 73 pays. Voir « La révolte des pays musulmans est un prélude à la révolte contre les dictatures mondiales et le réseau pourri du sionisme et de l'arrogance mondiale », *Fars News Agency*, 31 janvier 2012 (en persan).

Égypte ou au Yémen, avant de dénoncer violement celle qui en Syrie a mis en danger son seul véritable allié arabe[8].

Au contraire des révoltes populaires ayant touché les autres pays arabes du Moyen-Orient –où les choix de Téhéran étaient plutôt aisés dans la mesure où les régimes visés étaient pro-occidentaux – celle qui a touché Damas l'a placé dans une position beaucoup plus délicate. En effet, l'alliance avec la Syrie, un pays clé du Proche-Orient, est considérée par l'Iran comme l'une des principales réussites de sa diplomatie au cours des trente dernières années et un instrument particulièrement utile pour assurer son influence régionale. L'axe politique majeur mis en place avec Damas et reliant Téhéran à ce pays mais aussi au Hezbollah libanais, au Hamas et à d'autres mouvements palestiniens, lui a en effet permis de gagner une profondeur stratégique au Levant et en Méditerranée orientale, d'y étendre son influence, de peser sur l'ensemble de la région et d'y accroître sa marge de manœuvre face notamment aux Occidentaux et particulièrement les États-Unis. Il lui a aussi offert un instrument vital pour influer sur le conflit israélo-palestinien et pour menacer l'État hébreu en cas de besoin. Cet axe s'est renforcé dans la période post-11 septembre, grâce à l'influence développée par Téhéran dans l'ouest de l'Afghanistan après la chute des taliban en 2001 et en Irak après celle de Saddam Hussein en 2003 et l'arrivée au pouvoir des chiites à Bagdad. Mohsen Milani évoque ainsi la mise en place d'un véritable « *corridor de la résistance* » reliant l'ouest de l'Afghanistan (Hérat) à Gaza via l'Irak, la Syrie et le Liban[9]. Damas en est une pièce maîtresse.

Aussi, face aux manifestations en Syrie qui l'ont complètement surpris, Téhéran a-t-il réagi très fortement. On peut déceler au moins trois moments dans le positionnement rhétorique de l'Iran jusqu'à la fin du mandat de M. Ahmadinejad. Dès le départ, loin de correspondre aux yeux de Téhéran à un quelconque « *réveil islamique* », les manifestations contre le régime de Bachar al-Assad ont été dénoncées comme le résultat d'un « complot étranger » fomenté par les Occidentaux. L'action des monarchies du golfe Persique, le Qatar (par l'intermédiaire de la chaîne *al Jaazira*) et aussi l'Arabie saoudite, a été rapidement condamnée comme favorisant la discorde « *fitna* » au sein du monde musulman. Pourtant, devant l'ampleur des protestations populaires, le discours officiel iranien s'est nuancé quelque peu. Le silence face à la répression massive en Syrie a cédé la place à l'expression de timides critiques, notamment par l'intermédiaire de la presse. Cette dernière a ainsi appelé Bachar al-Assad à « *prendre au sérieux les aspirations de son peuple* ». Le président Ahmadinejad se fera lui-même un moment l'écho de ce discours plus nuancé. Fin août 2011, il critiquera par exemple la solution sécuritaire et affirmera la nécessité « *d'aider le régime syrien à répondre aux demandes de son peuple* », avant de redire son « *rejet total de l'ingérence malfaisante de l'Occident et de certains pays arabes dans les affaires intérieures syriennes* ». Tenant compte des manifestations qui ne faiblissaient pas, Téhéran a joué la prudence à ce moment au cas où la situation tournerait finalement en défaveur du régime syrien, ce qu'il ne souhaitait évidemment pas. Pragmatique

8. Damas et Téhéran sont liés par une alliance de convenance depuis les années 80. Voir sur ce sujet Anoushiravan Ehteshami and Raymond A. Hinnebusch, *Syria and Iran: middle powers in a penetrated regional system*, London, New York, Routledge, 1997, ix-238p. et Jubin M. Goodarzi, *Syria and Iran : diplomatic alliance and power politics in the Middle East*, London, New York, Tauris Academic Studies, 2006, viii-339 p.
9. Mohsen Milani, Karim Sadjadpour, « Iran's Regional Strategy » dans CSIS, *Gulf Rounstable Series*, 20 décembre 2012.

et prudent, il a cherché à se ménager une marge de manoeuvre en prenant quelques distances – en tout cas dans sa rhétorique – avec le régime de Damas et en nouant des contacts discrets avec certains groupes d'opposition, comme les Frères musulmans syriens selon le *Times*[10].

Pourtant, au printemps 2012, l'opposition syrienne n'étant pas parvenue à s'imposer de manière décisive sur le terrain militaire et le régime alaouite ayant fait la démonstration de sa capacité de survie (grâce notamment à l'aide iranienne et au parapluie diplomatique russe et chinois), Téhéran a revu son positionnement et fait le pari de son maintien en place sous une forme ou sous une autre. Aussi a-t-il repris sa rhétorique de soutien inconditionnel à Damas. En février 2012, il a envoyé deux navires de guerre en Syrie pour soutenir symboliquement le régime de Bachar al-Assad au moment où il s'apprêtait à lancer un assaut contre la ville de Homs, bastion de la contestation à ce moment. Téhéran a réaffirmé en mars son « *soutien total* » au gouvernement syrien présenté comme le « *fer de lance de la lutte contre le sionisme* », raison pour laquelle selon lui il est pris pour cible par les Occidentaux. Une position répétée depuis à de nombreuses reprises[11].

Dans cette lecture des événements en accord avec la version de Damas, la poursuite des manifestations et des troubles dans le pays est le fait d'un complot des Occidentaux aidés de leurs soutiens arabes, au profit des Israéliens. Comme le déclarait le conseiller en chef du Guide suprême pour les affaires internationales en mars 2012, « *l'Occident a pour but de briser la chaîne de la résistance contre le régime sioniste et il n'est pas partisan de la nation syrienne : Damas est le pionnier de la lutte contre la force d'occupation du régime sioniste et un grand partisan des mouvements de résistance libanaise* »[12]. Téhéran a donc fait peser la responsabilité de la poursuite des violences en Syrie sur les Occidentaux et leurs alliés (arabes et turcs).

Pour le vice-ministre iranien des Affaires étrangères du gouvernement Ahmadinejad, Hossein Amir-Abdollahian, ce sont les « *pays qui supportent l'instabilité et l'insécurité en Syrie* » qui sont « *directement responsables de l'aggravation de la situation de crise dans le pays* »[13]. Il a rejeté sur eux la responsabilité de l'aggravation de la crise syrienne[14], niant l'ampleur des protestations populaires et passant complètement sous silence les responsabilités du régime alaouite et son extrême violence dans la répression contre sa population comme facteurs d'aggravation du conflit. Cette position a été maintenue jusqu'à la fin du mandat de M. Ahmadinejad. Téhéran a par ailleurs ajouté à cette ligne générale un accent particulier dans son discours et sa propagande sur l'action des mouvements *djihadistes* sunnites en Syrie, au fur et à mesure que les manifestations se transformaient en véritable guerre civile. L'objectif était triple. Il s'agissait à la fois de discréditer l'opposition syrienne en assimilant l'ensemble des opposants à Bachar al-Assad à cette mouvance particulière, très minoritaire au départ, de mobiliser l'opinion chiite en général en dénonçant l'action de ces mouvements sunnites radicaux très anti-chiites, et enfin de stigmatiser les Occidentaux et leurs alliés pour leur soutien prétendu à cette mouvance radicale, tout en les inquiétant en pointant le danger d'un soutien à des groupes dont certains sont proches d'*al-Qaeda*.

10. Hugh Tomlinson, « Iran-Syrie; Téhéran n'a plus d'argent pour son ami Assad », *The Times*, 11 octobre 2012.
11. « Iran : la Syrie visée en raison de sa position anti-israélienne », *Xinhua*, 29 juin 2012.
12. « Les États-Unis et le régime sioniste sont les symboles même du terrorisme international », *Irna*, 18 mars 2012.
13. « L'Iran offre 'tout son soutien' à la Syrie », *Xinhua*, 12 mars 2012.
14. « L'Iran réaffirme son 'soutien' à Damas », *AFP*, 12 mars 2012.

2. L'IRAN ET LA GUERRE CIVILE SYRIENNE : UN ENGAGEMENT MULTIFORME

Téhéran ne s'est pas contenté de soutenir par sa rhétorique le régime de Bachar al-Assad. Il s'est engagé en Syrie, dans ce qui est devenu une guerre civile, marquée par l'ingérence de nombreux acteurs étatiques régionaux et internationaux, la présence d'acteurs infra-étatiques (groupes rebelles et milices de diverses obédiences), et des tensions croissantes avec les États voisins (Turquie, Irak, Liban, Jordanie, Israël). Cette guerre civile s'est doublée d'un conflit indirect opposant Téhéran d'une part aux Occidentaux et à Israël mais aussi à l'Arabie saoudite, au Qatar – ces deux pays rivalisant d'ailleurs entre eux – et d'autre part à la Turquie, par soutien interposé aux diverses parties syriennes.

Le conflit syrien est également devenu un catalyseur des tensions opposant chiites et sunnites au Moyen-Orient. Cette coloration « sectaire » du conflit, additionnée à la rivalité régionale croissante avec les pétromonarchies du Golfe, la Turquie, Israël et les Occidentaux, a renforcé la volonté de Téhéran de s'y impliquer pour soutenir son allié alaouite et empêcher ainsi une victoire sunnite qui affaiblirait à la fois l'influence régionale iranienne au Levant et celle des chiites au Moyen-Orient, inversant la tendance constatée dans la région depuis l'élimination de Saddam Hussein et l'arrivée des chiites au pouvoir à Bagdad. Résumant l'importance stratégique majeure de la Syrie pour l'Iran lors d'une rencontre avec des étudiants membres de la force des Basijis, l'hojjat al-Islam Mehdi Taeb déclarait en février 2013, « *la Syrie est la 35e province [de l'Iran] et une province stratégique pour nous. Si l'ennemi nous attaque et veut s'approprier la Syrie ou le Khouzestan* (province située dans le sud de l'Iran)*, la priorité est que nous conservions la Syrie. (…) si nous gardons la Syrie, nous pourrons récupérer également le Khouzestan, mais si nous perdons la Syrie, nous ne pourrons même pas garder Téhéran...* »[15]. Dans cette vision, le maintien d'un régime « ami » à Damas semble vital pour la survie même du régime iranien.

« Une autre raison est que si les ennemis de la Syrie réussissent dans ce pays, ils ne s'arrêteront pas là ; ce sera ensuite le tour du Liban et de l'Irak qui sont tous des alliés et des amis de l'Iran. »

Selon Ali Akbar Velayati, le conseiller du Guide pour les affaires internationales, « *la principale raison derrière le soutien de la République islamique d'Iran à la nation syrienne et au gouvernement et à Bachar al-Assad en personne, c'est qu'ils croient dans la résistance contre les sionistes* ». Il ajoutait en outre « *une autre raison est que si les ennemis de la Syrie réussissent dans ce pays, ils ne s'arrêteront pas là ; ce sera ensuite le tour du Liban et de l'Irak qui sont tous des alliés et des amis de l'Iran* »[16]. Ces analyses qui mettent l'accent sur l'importance de la Syrie pour la sécurité nationale de la République islamique et la survie du régime iranien expliquent l'ampleur de l'assistance accordée à Damas par Téhéran.

Deux étapes peuvent être distinguées dans le positionnement de Téhéran en matière d'assistance à Damas. Au départ, optimiste quant à la capacité du régime syrien de maîtriser les protestations populaires, il s'est contenté de lui offrir un soutien rhétorique et

15. Eskandar Sadeghi-Boroujerdi, « Head of Ammar Strategic Base: Syria is Iran's 35th Province; if we lose Syria we cannot keep Tehran », *Iran Pulse*, 14 février 2013.
16. « Iran/Syria: Leader's Aide: Iran Supports Syrian Resistance against Zionist Regime », *Thai News Service*, 16 octobre 2013.

moral ainsi que des conseils en matière de sécurité publique, insistant sur la recherche d'une solution négociée et le maintien au pouvoir de Bachar al-Assad. Cependant, la dégradation continue de la situation sur le terrain et l'incapacité du régime syrien à réduire l'ampleur des manifestations, malgré la violence croissante de la répression, a accru son inquiétude. Cet état de fait, couplé à l'échec de la mission de l'ONU en Syrie, à l'appui diplomatique et moral, puis à l'assistance, accordés par certains pays – notamment les pétromonarchies, la Turquie, et les Occidentaux – à l'opposition, et à l'évolution du contexte moyen-oriental où les tensions entre sunnites et chiites se sont renforcées et où les divers « Printemps arabes » n'ont pas produit de gains clairs pour elle, voire même lui ont occasionné des revers (avec par exemple la distanciation du Hamas par rapport à Damas mais aussi à Téhéran), l'ont conduit ensuite à s'impliquer massivement aux côtés du régime syrien. L'Iran est ainsi devenu l'un de soutiens les plus actifs de Damas. Tout en promouvant dans sa rhétorique la recherche d'une « *solution politique entre Syriens* », Téhéran a utilisé tous les moyens à sa disposition pour permettre la survie du régime. Comme l'ont montré les échanges de courriels du couple al-Assad publiés par le *Guardian* en mars 2012, il a apporté une assistance multiforme à son allié syrien[17]. Bien qu'il soit délicat d'en mesurer exactement l'amplitude dans tous les domaines concernés, elle n'a de toute évidence pas cessé de s'amplifier au fur et à mesure que la situation locale se détériorait.

a. Soutien politique et diplomatique

L'Iran a prodigué des conseils politiques et en termes de communication aux plus hautes instances de l'État syrien. Il a appuyé le régime de Bachar al-Assad sur les plans politique et diplomatique en multipliant les rencontres avec lui, en soutenant ses « *réformes* » ou son « *plan de paix* »[18], en répétant que « *tout changement* » dans le pays devait se dérouler sous la direction d'Assad, en soutenant qu'il était « *le président légitime* » de la Syrie jusqu' « *à la prochaine élection prévue en 2014* » ou en déclarant régulièrement s'opposer à toute ingérence étrangère en Syrie[19].

La République islamique n'a pas non plus hésité à laisser planer une menace diffuse quant à ses possibilités de nuisance en cas d'ingérence étrangère en Syrie afin de dissuader toute intervention extérieure. Le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Ramin Mehmanparast, déclarait ainsi en juin 2012 que « *toute tentative des pays étrangers d'intervenir en Syrie mettrait en danger la sécurité dans la région* »[20].

Face aux manifestations populaires, la République islamique s'est alignée sur la version du pouvoir syrien, dénonçant les « actes terroristes » dans le pays. Elle n'a hésité ni à appuyer Damas face aux critiques internationales lors par exemple du massacre de Houla au printemps 2012[21] ou lors du vote de résolutions à l'Assemblée générale

17. Robert Booth, Mona Mahmood and Luke Harding, « Exclusive: secret Assad emails lift lid on life of leader's inner circle », *The Guardian*, 14 mars 2012.
18. « Le plan de paix de Bachar al-Assad est un pas en faveur de la stabilité en Syrie », *Xinhua*, 9 janvier 2013.
19. « Tout changement en Syrie doit se faire sous la direction d'al-Assad, selon l'Iran », *Xinhua*, 11 avril 2012 ; « L'Iran réitère son soutien à Assad, 'légitime' jusqu'en 2014 », *Le Parisien.fr*, 2 mars 2013 ; « L'Iran s'oppose à toute ingérence étrangère en Syrie », *Xinhua*, 29 mars 2012 ; « L'Iran est contre toute intervention étrangère en Syrie », *Xinhua*, 1 janvier 2013.
20. « Une intervention militaire en Syrie serait préjudiciable à la sécurité régionale (Iran) », *Xinhua*, 26 juin 2012.
21. « L'Iran tente de dédouaner Damas dans le massacre de Houla », *Le Point*, 28 mai 2012.

de l'ONU condamnant les menées du régime de Damas[22], ni à mettre en garde contre toute attaque en territoire syrien, affirmant à plusieurs reprises qu'elle se porterait au secours de Damas. Un message dissuasif, adressé à la fois aux États-Unis et aux pays occidentaux, mais aussi à l'Arabie saoudite, au Qatar et à la Turquie, accusés par elle de soutenir financièrement et militairement les rebelles syriens[23]. Le président du Parlement iranien, Ali Larijani, répètera en novembre 2012 les mises en garde de Téhéran à l'opposition syrienne mais aussi au Qatar et à l'Arabie saoudite contre toute action « aventuriste » en Syrie[24].

À l'été 2012, l'Iran s'est aussi déclaré opposé à l'instauration d'une *zone d'exclusion aérienne* qui ouvrirait selon lui la voie à un conflit militaire. Il sera également le seul membre à condamner la suspension de l'adhésion de la Syrie à l'Organisation de la coopération islamique (OCI) en août 2012[25]. Seule entorse au soutien inconditionnel à Damas et face aux protestations internationales en mai 2013, Téhéran condamnera l'utilisation d'armes chimiques en Syrie (à Jobar et Saraqeb mi et fin avril 2013), éludant cependant la question de savoir s'il abandonnerait son soutien au président syrien s'il était démontré qu'il était responsable de l'utilisation de telles armes[26].

Téhéran a fait feu de tout bois pour trouver une solution politique à la crise syrienne qui préserverait le régime de Bachar al-Assad. Il a insisté sur l'importance de l'action des Nations unies en Syrie, sachant que Damas y bénéficiait du parapluie de la Russie et de la Chine face aux pressions occidentales. Il a également apporté son soutien au plan de paix en six points de Kofi Annan, l'émissaire de l'ONU et de la Ligue arabe sur la Syrie, appelant à un dialogue entre le pouvoir et l'opposition. Téhéran espérait utiliser ce dernier pour s'assurer du maintien au pouvoir de Bachar al-Assad, dans le cadre d'un règlement politique qui lui serait favorable vu la disproportion des forces militaires sur le terrain à ce moment. Le ministre iranien des Affaires étrangères attribuera finalement l'échec de ce plan à l' « *Occident et certains pays de la région (qui) ne voulaient pas qu'Annan réussisse dans sa mission* »[27]. De même, Téhéran a soutenu la mise en oeuvre du plan de cessez-le-feu proposé par Lakhdar Brahimi à l'automne 2012[28]. Il appuiera aussi son plan de paix proposé fin décembre 2012. Ce dernier n'évoquait pas le sort réservé au président Bachar al-Assad, laissant la porte ouverte à son maintien, une position contraire aux souhaits de l'opposition syrienne mais conforme aux vœux de Téhéran.

Pour répondre à la conférence de Genève I (juin 2012) à laquelle il n'avait pas été convié malgré l'appui russe, Téhéran a proposé en juillet 2012 d'accueillir une rencontre entre gouvernement syrien et « opposition »[29]. Pour faire valoir son point de vue, il a organisé sa propre conférence sur la Syrie en août 2012. Elle a rassemblé pendant quatre heures 29 États – souvent représentés uniquement par leurs ambassadeurs – dont la Russie, la Chine, l'Inde mais aussi Cuba, l'Irak, le Venezuela, l'Afghanistan, l'Algérie,

22. « Téhéran critique l'ONU sur la Syrie », *Les Echos*, 17 mai 2013.
23. « L'Iran "ne permettra pas à l'ennemi d'avancer" en Syrie », *L' Orient-Le Jour*, 31 juillet 2012 et « L'Iran prêt à défendre la Syrie », *Le Point*, 7 août 2012.
24. « Syrie : l'Iran met en garde l'opposition », *L'Indépendant*, 24 novembre 2012.
25. « L'Iran condamne la suspension de la Syrie de l'OCI », *Xinhua*, 16 août 2012.
26. « Syrie/armes chimiques : l'Iran 'condamne' », *Le Figaro*, 12 mai 2013.
27. « Syrie - Démission de Kofi Annan : l'Iran accuse l'Occident », *LePoint.fr*, 3 août 2012.
28. « L'Iran poursuit ses efforts en faveur d'un cessez-le-feu en Syrie », *Xinhua*, 23 octobre 2012.
29. « Syrie : l'Iran propose une rencontre sur son sol », *Les Echos*, 16 juillet 2012.

l'Indonésie, le Pakistan ou le Zimbabwe[30]. Les Occidentaux en étaient absents, de même que la Turquie, le Qatar, l'Arabie saoudite et l'opposition syrienne. Cette réunion a surtout servi à la propagande iranienne pour tenter de démontrer que le régime de Damas n'était pas isolé. L'Iran a également utilisé le sommet du mouvement des non-alignés réuni à Téhéran comme tribune pour présenter sa proposition de résolution du conflit syrien. Il a tenté à cette occasion de convaincre de la justesse de ses positions les pays membres de l'organisation, dont un grand nombre avait voté début août 2012 à l'Assemblée générale des Nations unies en faveur du texte condamnant le recours massif à la violence par le gouvernement syrien (70 des 120 pays non-alignés ont voté en faveur et huit seulement ont voté contre comme la Syrie, l'Iran, la Chine et la Russie)[31].Sans grand succès, comme l'ont souligné les critiques du président égyptien Morsi[32].

Alors que le groupe des « amis de la Syrie » se réunissait à Amman en mai 2013 et que les Occidentaux refusaient toujours de voir l'Iran participer à une éventuelle conférence de Genève II, Téhéran a annoncé qu'il accueillerait une nouvelle « conférence internationale » visant à trouver une « solution politique » au conflit en Syrie[33]. Il s'agissait à nouveau pour l'Iran de démontrer son importance sur le plan diplomatique mais aussi de contourner les Occidentaux et leurs alliés arabes et de mobiliser des soutiens derrière le régime syrien.

Utilisant tous azimuts la carte diplomatique en parallèle à son soutien massif (voir infra), Téhéran a testé diverses combinaisons pour promouvoir une solution régionale – où la balance des forces lui est plus favorable – à la crise syrienne. Il a essayé, sans succès, d'amener Ankara, acteur régional de première importance et proche du régime syrien avant le déclenchement des manifestations mais devenu progressivement un soutien majeur des insurgés, à renouer avec Bachar al-Assad[34]. Les relations turco-iraniennes se sont d'ailleurs considérablement détériorées dans le sillage de la crise syrienne, chacun ayant pris position pour le camp adverse. Pour favoriser la solution régionale, éviter un isolement diplomatique, contourner les Occidentaux et élargir sa marge de manœuvre, il a aussi saisi l'offre de l'administration Morsi de participer à la réunion du « groupe de contact » quadripartite (Égypte, Iran, Turquie et Arabie saoudite) sur la Syrie dont l'Égypte a proposé la création[35]. Le vice-ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein Amir Abdollahian, s'est rendu au Caire en septembre 2012. Téhéran y a proposé l'envoi d'observateurs des quatre pays, malgré l'échec de missions similaires sous l'égide de la Ligue arabe puis de l'ONU[36]. Mahmoud Ahmadinejad s'est ensuite rendu dans la capitale égyptienne en février 2013 au sommet de l'Organisation de coopération islamique (OCI), devenant ainsi le premier président iranien à visiter l'Égypte depuis 34 ans. Il y discutera de la question syrienne avec les présidents turc et égyptien mais sans grande avancée. L'Arabie saoudite ne prendra pas part à cette réunion[37]. Le ministre iranien des Affaires étrangères, Ali-Akbar

Utilisant tous azimuts la carte diplomatique en parallèle à son soutien massif, Téhéran a testé diverses combinaisons pour promouvoir une solution régionale – où la balance des forces lui est plus favorable – à la crise syrienne.

30. Mohammad Davari, « Iran holds Syria conference, pushes for peace talks », *AFP*, 9 août 2012.
31. « L'Iran en quête de soutiens sur un cessez-le-feu en Syrie », *SDA*, 29 août 2012.
32. « Washington salue les critiques de Morsi et Ban Ki-moon sur la Syrie et l'Iran », *L'Orient-Le Jour*, 30 août 2012.
33. « Syrie : conférence internationale en Iran », *Le Figaro*, 27 mai 2013.
34. « L'Iran appelle la Turquie et la Syrie à résoudre leur différend parle dialogue », *Xinhua*, 27 juin 2012.
35. « Syrie : l'Iran participe à une réunion au Caire », *LePoint.fr*, 10 septembre 2012.
36. « L'Iran propose des observateurs arabo-iraniens en Syrie », *L'Orient-Le Jour*, 18 septembre 2012.
37. « Les présidents de l'Égypte, de l'Iran et de la Turquie discutent de la situation en Syrie », *Xinhua*, 7 février 2013.

Salehi, déclarera en avril 2013 que son pays était prêt à accueillir la prochaine réunion du « groupe de contact » sur le problème syrien[38]. Cette carte égyptienne a cependant disparu avec l'éviction du président Morsi en juillet 2013.

Téhéran a enfin exploré la piste jordanienne. C'est ainsi que Salehi s'est rendu en mai 2013 en Jordanie, un pays traditionnellement plutôt hostile à Téhéran mais dont le conflit syrien l'a rapproché. Amman est en effet considérablement affectée par les événements chez son voisin. Il accueille en effet des centaines de milliers de réfugiés syriens sur son territoire (environ 600 000 en novembre 2013) et des centaines de *djihadistes* jordaniens, hostiles au roi Abdallah II, combattraient en Syrie. Le pays s'inquiète de la tournure des événements et souhaite une solution politique. Il a gardé, malgré tout, d'assez bonnes relations avec Damas. Salehi a proposé, à l'occasion de son déplacement, que la Jordanie joue le rôle de médiateur dans la crise syrienne. Il en a profité pour réitérer l'appel de Téhéran à un dialogue entre le régime de Damas et l'opposition « pacifique », dans l'optique de la formation d'un gouvernement de transition en Syrie[39]. Face aux risques d'implosion, de balkanisation ou de fragmentation du pays, Téhéran a mis en avant l' « unité » de la Syrie. Aucune combinaison diplomatique n'a cependant réussi à se mettre en place avant la fin de la présidence Ahmadinejad.

b. Soutien militaire et sécuritaire

Parallèlement à ce soutien politico-diplomatique et à l'utilisation de divers canaux et forums diplomatiques pour tenter de régler la crise syrienne à ses conditions, Téhéran a considérablement assisté Damas dans le domaine de la sécurité publique, du renseignement et en matière militaire afin d'accroître ses capacités de survie sur le terrain. L'ampleur exacte de cette aide est difficile à mesurer. Dès 2011, un large éventail d'organisations iraniennes comme le ministère du Renseignement et de la Sécurité ou l'entreprise *Iran Electronics* ont aidé le régime syrien en matière de sécurité publique et de renseignement[40]. Des formateurs iraniens ont été envoyés dans le pays pour conseiller et entraîner des forces de sécurité syriennes à la lutte antiémeute[41]. Fort de sa propre expérience face au Mouvement Vert de 2009, Téhéran a aussi épaulé Damas dans sa cyberguerre contre les insurgés[42]. Il a fourni des moyens de surveillance des téléphones et d'Internet. Les Gardiens de la Révolution islamique, notamment par l'intermédiaire de leur unité d'élite *al-Qods* (chargée des actions à l'extérieur du pays), sont suspectés d'avoir aidé directement à la répression des manifestations pacifiques contre le régime syrien, une affirmation toutefois difficile à étayer. Leur présence sur le territoire syrien a été dénoncée rapidement par les Occidentaux. Dès mai 2011, le département du Trésor américain a sanctionné pour leur soutien direct au régime de Bachar al-Assad le commandant l'unité d'élite *al-Qods*, le général Qassem Suleimani, et Mohsen Chizari,

38. « L'Iran prêt à accueillir une réunion du quartette sur la Syrie », *Xinhua*, 28 avril 2013.
39. Angélique Férat, « En Jordanie, le ministre iranien des Affaires étrangères plaide pour 'l'unité de la Syrie' », *RFI*, 7 mai 2013 et « Syrie : l'Iran appelle au dialogue », *Le Figaro*, 7 mai 2013.
40. Voir détails dans Will Fulton, Joseph Holliday, & Sam Wyer, « Iranian strategy in Syria », A joint Report by AEI's critical threats project & Institute for the Study of War, mai 2013, p. 10 et ss.
41. Ignace Leverrier, « Qui intervient pour qui aujourd'hui en Syrie ? », *Blog Un oeil sur la Syrie, Le Monde*, 7 mars 2012.
42. Margaret Weiss, « Assad's secretive cyber force », The Washington Institute for Near East Policy, *Policywatch*, n°1926, avril 12, 2012.

le responsable des opérations et de la formation dans cette unité[43]. En juin suivant, l'Union européenne a placé Mohammad Ali Jafari, le Commandant en chef du Corps des Gardiens de la révolution islamique (CGRI), ainsi que le général Qassem Suleimani et Hossein Taeb, le Commandant adjoint du CGRI pour le renseignement sur sa liste des personnes sanctionnées, en raison de leur implication dans la fourniture de matériel et d'assistance au régime syrien afin de réprimer les manifestations[44].

La présence des Gardiens de la révolution en Syrie a été indirectement confirmée par la partie iranienne à la fin mai 2012 lorsque le vice commandant de l'unité *al-Qods*, le général Esmaïl Ghani, a affirmé à l'agence officielle iranienne *Irna* que si « *la République islamique n'avait pas été présente en Syrie, le massacre de la population aurait été beaucoup plus catastrophique* »[45]. Un commentaire rapidement disparu après sa publication. En juillet 2012, après plusieurs succès de l'opposition syrienne et l'échec de la mission onusienne, Téhéran a accru son assistance militaire[46]. L'opposition syrienne (ASL) a ainsi accusé 48 iraniens capturés sur le territoire syrien en août 2012 et présentés par Téhéran comme des « pèlerins » en route vers le sanctuaire chiite de *Sayyida Zeynab* au sud de Damas[47], d'être en réalité des « *membres des Gardiens de la révolution* »[48].

Dans ce contexte, le commandant en chef du CGRI, Jafari, a pour la première fois reconnu dans une conférence de presse à Téhéran en septembre 2012 que des membres de l'unité *al-Qods* étaient bel et bien présents dans le pays[49]. Selon lui, le CGRI apporte à la Syrie un soutien « *sur le plan moral et économique* ». « *Cela ne veut pas dire que nous y avons une présence militaire. Il s'agit uniquement de 'conseillers'* », a-t-il ajouté[50]. Interrogé sur un éventuel soutien militaire iranien à Damas, en vertu de l'accord de défense irano-syrien en cas d'intervention militaire étrangère en Syrie, Jafari a déclaré à cette occasion que cela « *dépendrait totalement des circonstances* »[51]. Quoi qu'il en soit, les « pèlerins » ont finalement été libérés lors du plus important échange de prisonniers jamais réalisé depuis le début de la guerre civile en Syrie. Ils ont regagné Téhéran en janvier 2013. À leur retour, leur appartenance à diverses unités des Gardiens a été confirmée[52]. La présence des Gardiens en Syrie a ensuite à nouveau été mise en lumière en février 2013, à l'occasion de l'assassinat du général de brigade iranien Hassan Shateri dans la campagne de Damas. Selon certaines sources, ce dernier rentrait d'une mission secrète dont la nature est difficile à déterminer. Des livraisons d'armes au Hezbollah ou une mission liée à la sécurisation du site d'al-Safir – qui abriterait une base de missiles Scud, de stockage de missiles, de production d'armes chimiques et des installations d'essais

43. US Department of Treasury, « Administration Takes Additional Steps to Hold the Government of Syria Accountable for Violent Repression Against the Syrian People », 18 mai 2011.
44. Règlement d'exécution (UE) n°611/2011 du Conseil du 23 juin 2011 mettant en œuvre le règlement (UE) n°442/2011 concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Syrie.
45. Agnès Rotivel, « L'Iran est présent militairement en Syrie », *La Croix*, 1er juin 2012.
46. Voir Frédéric Pons, « Iran Guerre secrète en Syrie », *Valeurs Actuelles*, 1er novembre 2012.
47. La Syrie abrite divers sanctuaires chiites qui sont autant de lieux de pèlerinages. Certains ont été promus pour renforcer les liens entre l'Iran et la Syrie en colorant religieusement l'alliance politique entre Damas et Téhéran. Voir Paulo G. Pinto, « Pilgrimage, Commodities, and Religious Objectification : The Making of Transnational Shiism between Iran and Syria », *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East*, Vol. 27, n°1, 2007, p. 109-125.
48. « L'Iran demande l'aide de Ban Ki-moon pour ses otages en Syrie et en Libye », *L'Orient-Le Jour*, 7 août 2012.
49. « L'Iran admet la présence de pasdaran au Liban et en Syrie », *L'Orient-Le Jour*, 16 septembre 2012.
50. « L'Iran reconnaît la présence de 'conseillers' en Syrie », *Courrier International*, 17 septembre 2012.
51. « L'Iran n'a pas de présence militaire en Syrie », *Xinhua*, 16 septembre 2012.
52. Voir l'analyse de Will Fulton, « IRGC Shows Its (True) Hand in Syria », *Iran Tracker*, 14 janvier 2013.

– et qui était menacé à ce moment par les insurgés, ont été évoquées[53]. Quoi qu'il en soit, la présence d'un responsable de ce niveau de l'unité *al-Qods* dans une zone aussi exposée en dit long sur le degré d'implication iranienne dans le pays.

Depuis, d'autres preuves se sont accumulées, démontrant la présence opérationnelle des Gardiens en Syrie. Ainsi, divers films contenus dans la caméra d'un jeune cinéaste iranien, Hadi Baghbani, qui réalisait apparemment un reportage en Syrie pour le compte des Gardiens de la révolution, ont été récupérés par des combattants syriens anti-Assad (brigade Liwa Dawood) fin août 2013 après une embuscade. Analysés par des experts de la BBC, ces films démontrent clairement la présence de Gardiens aux côtés de milices pro-Assad[54]. Un des protagonistes iraniens, Esmail Heydari, officier des Gardiens de la révolution, abattu lors de l'accrochage qui a permis la capture de ces documents, affirme devant la caméra entraîner des milices syriennes en Syrie *et* en Iran. Il a été inhumé en martyr en République islamique. Ce n'est pas le seul Gardien à avoir subi ce sort. Mohammad Jamalizadeh, de l'unité *al-Qods*, également présenté comme un « *défenseur du sanctuaire de Sayyida Zeynab* »[55] à Damas a été tué en août 2013. La présence des Gardiens en Syrie ne fait donc guère de doute même si Téhéran a continuellement minimisé leur rôle. Tout au plus peut-on s'interroger sur la taille réelle des effectifs déployés et sur leur degré d'implication directe aux côtés des forces pro-Assad dans les opérations militaires contre les insurgés.

Analysés par des experts de la BBC, ces films démontrent clairement la présence de Gardiens aux côtés de milices pro-Assad. Un des protagonistes iraniens, Esmail Heydari, (...) affirme devant la caméra entraîner des milices syriennes en Syrie et en Iran.

Sur le plan militaire, selon les experts américains, Téhéran a par ailleurs aidé Damas à former une milice pro-Assad (*Jaysh al-Sha'bi*, *National Defence Force*) composée de « *Syriens généralement chiites, pour certains alaouites* », afin de combattre pour le compte du régime[56]. Cette milice, qui comprendrait jusqu'à 50 000 membres selon certaines estimations, serait entraînée par les Gardiens de la révolution et le Hezbollah libanais. Très active à Damas et Alep, elle serait organisée sur le modèle du *basij* iranien, selon les déclarations de Mohammad Reza Naghdi, qui commande cette formation paramilitaire en Iran. Ce dernier a évoqué du transfert et du partage d'expérience mais a toutefois nié la présence de forces iraniennes en Syrie[57]. En février 2013, lors d'une rencontre en Iran avec des étudiants membres de la force des *Basijis*, l'hojjat al-Islam Mehdi Taeb a pour sa part confirmé la mise en place d'une telle structure. Selon lui, « *la Syrie avait une armée, mais n'avait pas la capacité de gérer une guerre à l'intérieur des villes de la Syrie. C'est pour cette raison que le gouvernement iranien a suggéré que 'afin de gérer une guerre urbaine vous devez former un basiji' (...) Les basijis syrien ont été formé avec 60 000 [membres] du parti de Dieu qui s'est chargé de la guerre dans les rues à la place de l'armée* »[58].

53. Will Fulton, « The Assassination of Iranian Quds Force General Hassan Shateri in Syria », *Iran Tracker*, 28 février 2013 ; « L'assassinat qui confirme l'ingérence de l'Iran en Syrie », *Le Figaro*, 16 février 2013.
54. « Footage claims to show Iranians in Syria », *BBC News*, 15 septembre 2013 ; « Syria footage sheds light on Iran's involvement », *BBC News*, 30 octobre 2013 ; Joanna Paraszczuk, Lucas, Scott, « Syria Special : Updated –Iran's Revolutionnary Guards, Assad's Militia & A Dead Commander & Fimmaker », *EAWorldView*, 5 novembre 2013 et Rodolphe Gérard, « Des Iraniens combattent en Syrie, la preuve », *Le Monde*, 5 novembre 2013.
55. Concernant l'essor de Sayyida Zaynab, voir Sabrina Mervin, « Sayyida Zaynab, Banlieue de Damas ou nouvelle ville sainte chiite ? », *CEMOTI*, n°22, 1996, p. 149-162.
56. « Syrie : le Pentagone accuse l'Iran de former une milice pro-Assad », *Le Parisien.fr*, 14 août 2012.
57. Joanna Paraszczuk, « Syrian pro-Assad militias similar to Iran's Basij », *The Jerusalem Post*, 1er novembre 2012.
58. Eskandar Sadeghi-Boroujerdi, « Head of Ammar Strategic Base : Syria is Iran's 35th Province; if we lose Syria we cannot keep Tehran », *op. cit.*

Par ailleurs, des réseaux militants chiites ont commencé à se mobiliser en faveur du régime syrien à partir de l'automne 2012. Le rôle exact de Téhéran dans cette mobilisation est difficile à évaluer. La mise en avant par la propagande iranienne du caractère anti-chiite de certains groupes *djihadistes* sunnites présents en Syrie et la dénonciation de leurs exactions et de leurs attaques contre des sanctuaires chiites comme *Sayyida Zeynab* ou *Sakina bint Husayn* ont en tout cas réussi à attirer des combattants en Syrie. La force pro-assad *Liwa Abu Fadl al-Abbas* (LAFA ou brigade al-Abbas) serait ainsi composée de combattants chiites de diverses nationalités, dont de nombreux Irakiens mais aussi des Syriens, des Libanais et d'autres Arabes voire des Afghans, officiellement engagés dans la « défense » du mausolée chiite de *Sayyida Zeynab* au sud de Damas mais opérant aussi ailleurs dans le pays[59].

Un certain nombre d'organisations irakiennes soutenues par Téhéran comme *Asa'ib Ahl al-Haq*, *Kata'ib Hezballah*, *Kata'ib Sayyid al-Shuahada* sont aussi présentes en Syrie, de même que l'organisation *Badr*, proche de Téhéran[60]. Cette dernière a annoncé en juillet 2013 déployer un effectif d'environ 1 500 hommes dans le pays. Cependant, le principal allié et relais de la République islamique en Syrie est la milice libanaise du Hezbollah[61] dont Téhéran est proche depuis sa création (le Hezbollah est l'un des maillons les plus importants de ce que Téhéran nomme l' « *axe de la résistance* » ou le « *front du refus* » face à Israël et aux États-Unis[62]) et qui partage avec lui un intérêt vital à la survie du régime syrien. Les membres de ce mouvement chiite libanais sont très utiles en Syrie. Outre la proximité géographique de leur base et leur expérience militaire, arabophones, ils sont plus à même d'opérer sur le territoire syrien que les Gardiens de la révolution iraniens qui, persanophones, sont plus aisément détectables. Le Hezbollah, qui soutient dans sa rhétorique le régime syrien[63] depuis le début de la crise, aurait notamment eu pour responsabilité le contrôle de la frontière libano-syrienne face aux infiltrations des groupes rebelles anti-Assad. Il aurait aussi discrètement assisté Damas au Liban en coopérant avec les services syriens contre les opposants au régime de Bachar al-Assad réfugiés dans ce pays et leurs sympathisants libanais majoritairement sunnites. Fin avril 2013, Hassan Nasrallah, son leader, a très clairement apporté son soutien à Bachar al-Assad lors d'une intervention sur la chaîne du mouvement (al-Manar). La Syrie compte dans la région de « *vrais amis* » a-t-il déclaré, évoquant une possible intervention directe de l'Iran et de son mouvement. Il a par ailleurs reconnu à cette occasion pour la première fois

59. Voir détails dans Mariam Karouny, « Shiite fighters rally to defend Damascus shrine of Sayyida Zeinab », *Reuters*, March 4, 2013 ; Christopher Anzalone, « Zaynab's Guardians : The Emergence of Shi`a Militias in Syria », *CTC Sentinel*, 23 juillet 2013 et Michael Knights, « Iran's Foreign Legion: The Role of Iraqi Shiite Militias in Syria », The Washington Institute, *Policywatch*, n° 2096, 27 juin 2013.
60. Voir Phillip Smyth, « Breaking Badr : Is Iraq's Badr Organization Operating in Syria ? » et Phillip Smyth, « The Badr Organization's Syrian Expeditionary Force : Quwet al-Shahid Muhammad Baqir al-Sadr », 18 octobre 2013 (*jihadology.net*).
61. Concernant ce mouvement libanais et le rôle de l'Iran dans sa création, mais aussi ses évolutions et ses relations complexes avec Téhéran, voir Augustus Richard Norton, *Hezbollah. A Short History*, Princeton and Oxford, Princeton University Press, 2007, 208p. ; Joseph Alagha, *Hizbullah's Identity Construction*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2011, 308 p. et Didier Leroy, *Hezbollah, la résilience islamique au Liban*, Paris, l'Harmattan, 2012, 309 p.
62. Cet « axe » regroupait, avant le déclenchement des Printemps arabes, principalement l'Iran, la Syrie, le Hezbollah et le Hamas. Le Hezbollah et Téhéran sont proches idéologiquement (le Hezbollah reconnaît le *velayat i-faqih*). Téhéran fournit aussi financement, armement et formation militaire à ses combattants. Mais cette proximité n'équivaut pas à faire de ce mouvement un simple bras armé de la République islamique. Le Hezbollah poursuit aussi sa propre logique et ses objectifs propres, notamment sur la scène libanaise.
63. Damas et le Hezbollah entretenaient des relations complexes avant le déclenchement des « Printemps arabes », voir Emile El-Hokayem, « Hizballah and Syria : Outgrowing the Proxy Relationship », *The Washington Quarterly*, Vol. 30, n°2, Spring 2007, p. 35-52 et Didier Leroy, « La relation Hezbollah-Syrie : éclairage sur une alliance stratégique récente », Institut Medea, 16 décembre 2013.

publiquement l'engagement direct de forces du Hezbollah dans les opérations militaires en Syrie (dans la défense du mausolée chiite de *Sayyida Zeynab* et dans les combats de la ville d'al-Qusayra près de la frontière libanaise)[64]. En ce qui concerne l'intervention de la milice sur le terrain syrien, comme dans le cas des Gardiens de la révolution iraniens, son étendue reste impossible à mesurer avec précision. Le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a évoqué en mai 2013 le chiffre de 3 000 à 4 000 combattants du Hezbollah en Syrie[65]. Comme pour Téhéran, la perte de combattants du Hezbollah dans ce pays a été signalée régulièrement dans les médias[66] sans cependant qu'il soit possible de vérifier le nombre exact, le mouvement restant très discret à ce propos. Le chiffre de 250 miliciens tués en Syrie était avancé à l'hiver 2013[67].

Ce soutien du Hezbollah au pouvoir syrien, dans la même ligne et en coordination avec Téhéran, a cependant érodé ses ressources militaires et son personnel et l'a considérablement affaibli politiquement et en termes d'image dans l'opinion publique arabe. Il a aussi fragilisé sa position au Liban où le conflit syrien a débordé provoquant même des affrontements entre pro et anti-Assad dans le pays (à Tripoli au nord du Liban et à Beyrouth par exemple en mai 2012). Le soutien continu du Hezbollah à Damas a fini par tendre considérablement les rapports non seulement avec d'autres formations politiques libanaises et une bonne partie de l'opinion sunnite qui ont dénoncé cette position[68] mais aussi au sein même du mouvement – des rumeurs de dissensions ont circulé – et de la communauté chiite libanaise, où certains s'inquiètent pour leur avenir de cet alignement sans nuance sur le régime syrien. Par ailleurs, le mouvement est désormais pris pour cible par des groupes sunnites radicaux au Liban même, en raison de son implication en Syrie[69]. Il a ainsi été visé par plusieurs attentats (Bir el-Abed et Roueiss dans la banlieue sud de Beyrouth en juillet et août 2013). Certains de ses membres et cadres[70] ainsi que ses alliés politiques[71] (y compris sunnites) y ont été abattus en lien semble-t-il avec son rôle dans ce pays. Au final, son assistance a sans doute amélioré les capacités militaires et la résilience du pouvoir syrien face à ses opposants contribuant ainsi aux objectifs de Téhéran – sa participation à la victoire d'al-Qusayra en est un exemple éloquent – mais à plus long terme, le bilan de cette implication syrienne pourrait être désastreux pour le mouvement libanais[72], ce qui en retour pourrait constituer un très grave revers pour Téhéran et sa politique au Levant.

64. « Syrie : l'Iran pourrait intervenir pour Assad », *AFP*, 30 avril 2013 et « Liban/Syrie-Liban : Nasrallah évoque une possible intervention directe de l'Iran et du Hezbollah en Syrie », *RFI*, 1er mai 2013.
65. « France says 3,000-4,000 Hezbollah are fighting in Syria », *Reuters*, 29 mai 2013.
66. Roi Kais, « Report : 250 Hezbollah fighters killed near Damascus », *Israel News*, 28 novembre 2013; « Syria fighting kills 19 Hezbollah fighters in 10 days », *The Daily Star*, 29 novembre 2013 ; « Hezbollah officer killed fighting in Syria », *The Daily Star*, 9 décembre 2013.
67. Communication personnelle avec Didier Leroy, CECID (ULB)/Royal Military Academy of Belgium (RMA), Bruxelles, 18 décembre 2013.
68. Voir Hussein Dakroub, « Future: No partnership until Hezbollah leaves Syria », *The Daily Star*, 30 octobre 2013 et « Hariri: Nasrallah sacrificing Lebanon for Assad, Iran », *The Daily Star*, 14 novembre 2013.
69. Dominic Evans, « Analysis: Syria contagion strikes deep into Lebanon », *Reuters*, 27 mai 2013.
70. Par exemple Rakan al-Fakih, « Two Hezbollah members dead after Baalbek bomb », *The Daily Star*, 19 décembre 2013. C'est aussi peut-être le cas de Hassan al-Laqqis en décembre 2013. Cependant, le cas de ce cadre de haut niveau du Hezbollah n'est pas tranché. Plusieurs groupes dont un groupe proche d'*al-Qaeda* ont revendiqué être responsable de sa mort. Voir « Lakkis a été tué dans l'attentat contre l'ambassade iranienne affirment les brigades Abdallah Azzam », *L'Orient/Le Jour*, 27 décembre 2013. Certains pointent davantage du côté d'Israël. Voir « Hezbollah says commander killed in Beirut, blames Israel », *Reuters*, 4 décembre 2013. Si cette hypothèse se vérifie, on doit néanmoins relever que les désordres au Liban, liés au conflit syrien, auront dans ce cas de figure facilité l'action anti-Hezbollah de Tel Aviv.
71. Antoine Amrieh, « Pro-Hezbollah sheikh assassinated in north Lebanon », *The Daily Star*, 12 novembre 2013.
72. Voir Yves Mamou, *Hezbollah, dernier acte*, Paris, Plein jour, 2014, 141 p.

Enfin, toujours en matière militaire, l'Iran a également livré d'importantes quantités de matériels à son allié syrien comme l'ont montré l'interception, en mars 2011, par les autorités israéliennes du navire « Victoria » ou les saisies de cargaisons d'armes en Turquie en mars et août 2011 ainsi qu'en janvier 2012[73]. Téhéran aurait aussi fait transiter par voie aérienne de l'équipement militaire vers Damas via l'Irak, en violation de l'embargo sur les armes à destination de la Syrie décrété par les Nations unies[74]. Washington a interpellé Bagdad à plusieurs reprises à ce sujet, l'amenant à rappeler officiellement en mars 2012 à la République islamique que l'Irak ne permettait l'utilisation de son espace aérien ou de son territoire pour le passage d'aucune cargaison d'armes vers la Syrie[75]. Sans succès, malgré l'organisation officielle par Bagdad de contrôles aléatoires d'avions cargos iraniens à destination de Damas à partir d'octobre 2012[76]. Face aux demandes publiques répétées de Washington d'interdire son espace aérien aux vols iraniens vers la Syrie[77], le ministre irakien des Affaires étrangères a du reconnaître en juillet 2013 que son pays était impuissant dans ce domaine et n'avait pas les moyens d'empêcher Téhéran d'envoyer des armes à Damas par le biais de son espace aérien[78]. Washington, par l'intermédiaire de la secrétaire d'État Hillary Clinton, a dénoncé en février 2013 le fait que l'Iran était en train « *d'améliorer la qualité des armements (fournis) à Assad* »[79]. L'assistance militaire de l'Iran au régime de Bachar al-Assad a donc été fondamentale pour la survie du régime. Le général des Marines James Mattis déclarait ainsi en avril 2013 *« qu'en l'absence de l'aide iranienne, je ne pense pas qu'Assad serait resté au pouvoir les six derniers mois »*[80].

c. Soutien économique et financier

Téhéran a aussi soutenu économiquement son allié syrien. Il lui avait déjà apporté une assistance continuelle au cours des dernières années, afin de l'aider à lutter contre son isolement sur la scène internationale. Divers accords de coopération économique destinés à permettre à la Syrie de résister aux sanctions qui lui ont été imposées ont par ailleurs été conclus depuis le déclenchement des manifestations contre le régime. Dès juillet 2011, Téhéran a annoncé la signature d'un protocole d'accord sur la mise en place d'un gazoduc entre son territoire et la Méditerranée via l'Irak et la Syrie[81]. Il s'agissait à la fois de resserrer les liens économiques et énergétiques entre les trois pays et de soutenir politiquement son allié en alléchant les Occidentaux –notamment les Européens – afin de les amener à assouplir leur position concernant la crise syrienne. La situation sécuritaire sur le sol syrien a toutefois rendu ce projet difficilement réalisable.

73. « Report Says Turkey Stops Suspected Iranian Arms Shipment to Syria », *Voice of America News*, 4 août 2011 et « Suspected Iran-Syria arms traffic via Turkey raises questions », *Today's Zaman*, 13 janvier 2012.
74. Kristina Wong, « Iraq lets Iran fly arms to Syria despite U.S. protests », *The Washington Times*, 15 mars 2012.
75. « Iraq tells Iran no arms to Syria to cross its territory », *The Daily Star*, March 17, 2012 et « L'Iran arme lourdement la Syrie via l'Irak, selon un rapport », *SDA*, 19 septembre 2012.
76. L'Irak a intercepté deux avions cargo iraniens à destination de la Syrie en octobre 2012 mais n'y a trouvé que de l'aide humanitaire. D'après « Un vol Iran-Syrie intercepté par l'Irak », *Le Figaro*, 28 octobre 2012. Suite à ces échecs, Téhéran a d'ailleurs demandé à Bagdad de mettre fin à ces opérations. Voir « Avion iranien pour la Syrie : l'Iran demande à l'Irak de ne plus les fouiller, *L'Expression*, 31 octobre 2012.
77. « John Kerry demande à l'Irak d'interdire son espace aérien aux avions qui relient l'Iran et la Syrie », *RFI*, 24 mars 2013.
78. « Iraq 'Can't Stop' Iran Arms Transfer To Syria », *RFE/RL*, 13 juilllet 2013.
79. « Clinton met en garde Iran et Russie pour leur soutien à la Syrie », *SDA*, 1er février 2013.
80. Jim Michaels, « Mattis interview: Syria would fall without Iran's help », *USA Today*, 12 avril 2013.
81. « Iran, Iraq, Syria sign major gas pipeline deal », *Tehran Times*, 25 juillet 2011.

Il n'empêche, la partie iranienne a annoncé le début des travaux en novembre 2012[82] et des accords ont été signés avec l'Irak. Téhéran a également proposé d'exporter de l'électricité vers la Syrie via l'Irak[83]. Deux protocoles d'accord sur l'expansion de la coopération bilatérale dans les domaines stratégiques de l'électricité et de l'eau ont ainsi été signés à l'été 2012[84]. La République islamique a en outre aidé Damas à écouler son pétrole via l'Irak. Elle lui a fourni un navire pour exporter du pétrole en direction de la Chine pour un montant estimé à 80 millions de dollars[85]. Téhéran aide également Damas à se fournir en grains pour alimenter les marchés locaux et limiter les pénuries alimentaires qui pourraient mécontenter davantage la population locale. Les deux pays ont aussi finalisé un accord de libre-échange qui permet aux produits syriens d'entrer en Iran en étant très peu taxés.

Plus fondamental encore, une assistance financière massive a été accordée par Téhéran à Damas pour soutenir l'économie syrienne touchée de plein fouet par les sanctions occidentales. Des rumeurs de prêts secrets de Téhéran à Damas, dont les réserves en devises se sont amenuisées depuis le début de la révolte populaire, ont circulé à plusieurs reprises. Les médias ont fait état de transferts d'argent iranien vers la Syrie atteignant plusieurs milliards de dollars[86]. Selon le *Times*, l'Iran aurait ainsi dépensé pas moins de 10 milliards de dollars (octobre 2012) pour soutenir son allié syrien, au point que ce fardeau financier aurait créé des tensions au sein même du pouvoir entre le Guide et le chef de *al-Qods*, Qassem Soleimani, dans un contexte économique difficile pour la République islamique en raison des sanctions internationales imposées par les gouvernements occidentaux[87]. Quoi qu'il en soit de ces informations, en janvier 2013, les deux pays ont en tout cas signé deux protocoles d'accord aux termes desquels Téhéran devait fournir de l'ingénierie en matière de transport de l'énergie et des équipements électriques pour environ 66 millions de dollars à la Syrie et surtout ouvrir une ligne de crédit à Damas d'environ 1,3 milliard de dollars[88]. Ce qui a constitué la première annonce officielle de la sorte. En mai suivant, les médias syriens ont annoncé que l'Iran avait offert à Damas deux lignes de crédit supplémentaires d'un montant total de quatre milliards de dollars et envisageait d'en accorder une troisième pour aider le pays frappé par l'embargo international. « *L'Iran continue de soutenir la Syrie, en ouvrant une ligne de crédit d'un milliard de dollars pour financer l'importation de différents produits, et une autre ligne de crédit de trois milliards de dollars pour financer les besoins du pays en pétrole et produits dérivés* », a ainsi déclaré Adib Mayalé dans le quotidien gouvernemental syrien *Techrine*[89]. Enfin, outre cette coopération économique et financière majeure, Téhéran apporte au régime syrien une aide humanitaire et médicale destinée à montrer sa solidarité avec un « *peuple ami victime du terrorisme* ». Grâce à cette assistance multiforme mise en place dès le début des manifestations pacifiques et intensifiées alors que le pays a sombré dans la guerre civile, la République islamique espère sauver son allié et son alliance.

82. « Tehran starts construction of Iran-Iraq-Syria gas pipeline », *Trend*, 17novembre 2012.
83. « L'Iran envisage d'exporter de l'électricité à la Syrie et au Liban », *Xinhua*, 26 mai 2012.
84. « L'Iran appelle à l'expansion des relations avec la Syrie », *Xinhua*, 26 juillet 2012.
85. Jessica Donati, « Iran helps Syria ship oil to China », *Reuters*, 30 mars 2012.
86. « Manifs en Iran : "Laissez tomber la Syrie, pensez plutôt à nous" », *Rue89*, 5 octobre 2012.
87. Hugh Tomlinson, « Iran-Syrie : Téhéran n'a plus d'argent pour son ami Assad », *The Times* (Londres), 11 octobre 2012.
88. « La Syrie et l'Iran tissent des liens économiques plus étroits », *Xinhua*, 16 janvier 2013 et « Ligne de crédit d'un milliard de dollars de l'Iran à la Syrie », *SDA*, 16 janvier 2013.
89. Cité dans « Iran : crédit de 4 milliards de dollars à la Syrie », *Le Figaro*, 27 mai 2013.

3. ROHANI ET LA SYRIE : DE SON ARRIVÉE AU POUVOIR À GENÈVE II

a. Discours inchangé et appui constant

Malgré ses importantes différences par rapport à M. Ahmadinejad dans de nombreux domaines, le nouveau président Hassan Rohani ne s'est pas écarté de la rhétorique employée par son prédécesseur concernant la situation en Syrie. Lors de sa première conférence de presse après son élection, il a rappelé la « légitimité » du Président al-Assad, s'est prononcé contre toute intervention étrangère dans les affaires syriennes (omettant au passage celle massive de son pays) et a réaffirmé que la crise syrienne devait être réglée par le « peuple syrien »[90]. Son propos contenait toutefois une petite nuance. Il a en effet en même temps précisé, *« j'espère qu'avec l'aide de tous les pays de la région et du monde, la paix et le calme reviendront en Syrie »*. Cette petite phrase invitait semble-t-il l'ensemble de la communauté internationale, y compris Washington et les Occidentaux, mais aussi les pétromonarchies du Golfe – c'est-à-dire les pays dont l'action était dénoncée et condamnée par son prédécesseur – à rechercher ensemble une solution. Cette ouverture, certes discrète, a été peu relevée par les commentateurs. Peut-être ce message s'inscrivait-il dans le contexte des contacts discrets mis en place à Oman, avec l'accord du Guide, entre Téhéran et Washington à partir de mars 2013 ? Il n'a en tout cas pas empêché Téhéran de poursuivre son assistance multiforme à Damas. Les deux partenaires ont ainsi finalisé en juillet 2013 l'ouverture de la ligne de crédit de 3,6 milliards de dollars au régime syrien pour lui permettre d'acheter des produits pétroliers qui avait été discutée en mai 2013[91].

L'appui iranien au régime de Bachar al-Assad est resté constant même au plus fort des tensions de la fin de l'été 2013. Face aux graves soupçons d'utilisation d'armes chimiques dans le quartier de la Ghouta à Damas le 21 août 2013[92] et aux protestations internationales véhémentes contre le régime de Bachar al-Assad suite à cette attaque qui a fait plusieurs centaines de victimes civiles, Hassan Rohani a certes reconnu que des « *agents chimiques* » avaient été utilisés. Il s'est cependant refusé à désigner un responsable, contrairement à l'ancien président Rafsandjani qui a pointé du doigt le régime syrien quelques jours plus tard avant de démentir –peut-être sous la pression de l'aile la plus conservatrice du régime iranien- avoir pris cette position[93].

Face à l'émotion internationale, partagée en Iran même, Rohani s'est senti contraint d'ajouter que « *la République islamique d'Iran, qui a été victime d'armes chimiques* (durant la guerre Iran-Irak) *demande à la communauté internationale de tout faire pour empêcher l'utilisation*

90. « Le président élu d'Iran contre les ingérences étrangères en Syrie », *SDA*, 17 juin 2013.
91. Suleiman al-Khalidi, « Iran grants Syria $3,6 billion credit facility to buy oil products », *Reuters*, 31 juillet 2013.
92. Cette utilisation a été démontrée par les experts de l'ONU en septembre 2013, même si leur rapport évite de désigner le responsable. Le gouvernement français a pour sa part, après expertise, attribué au régime syrien la responsabilité de cette attaque. Voir Synthèse nationale de renseignement déclassifié. Programme chimique syrien. Cas d'emploi passés d'agents chimiques par le régime. Attaque chimique conduite par le régime le 21 août 2013, 2 septembre 2013.
93. L'ancien président Rafsandjani aurait désigné le 1er septembre 2013 le régime de Damas comme le responsable de cette attaque, ce qui a créé la polémique, lui a valu des critiques vigoureuses des conservateurs et des demandes de démentis auxquelles il a répondu. Voir Ghazal Golshiri, « Des voix discordantes en Iran sur le soutien à la Syrie », *Le Monde*, 4 septembre 2013 et « Syrie : tempête en Iran sur une petite phrase de Rafsandjani », *Le Point*, 5 septembre 2013.

de telles armes partout dans le monde »[94]. Une posture déclaratoire qui a été accueillie positivement par les commentateurs internationaux, même si cela n'a en rien modifié le positionnement de Téhéran à l'égard de Damas. Dans la foulée, le nouveau chef d'État a d'ailleurs repris des diatribes classiques de la République islamique en fustigeant « *l'insécurité, les actions terroristes et le raid du régime sioniste au Liban qui montrent qu'un vaste complot a été préparé au Proche-Orient par les ennemis et dont on voit les signes au Liban, en Syrie et en Égypte* ». « *L'insécurité dans la région [...] profitera au régime sioniste* », a-t-il ajouté dans la lignée de la rhétorique utilisée par son prédécesseur[95]. Son administration a parallèlement désigné les rebelles syriens comme responsables de l'attaque meurtrière de la Ghouta et mis en garde Washington contre toute intervention en Syrie[96] alors qu'un haut responsable des forces armées iraniennes menaçait les États-Unis de « *dures conséquences* » s'ils se décidaient à franchir la « *ligne rouge* » en Syrie[97].

Devant la pression internationale croissante sur Damas dans les jours suivant cette attaque, les médias spéculant même sur une possible intervention militaire contre le régime syrien, Téhéran lui a réitéré un soutien politique sans faille. Une délégation parlementaire iranienne s'est rendue à Damas le 31 août pour une visite de trois jours avec pour objectif officiel de « *montrer le soutien du peuple et du gouvernement de la République islamique à l'axe de la résistance islamique et (de) condamner l'usage des armes chimiques par les terroristes* »[98]. La République islamique a parallèlement multiplié les avertissements et les menaces voilées pour dissuader les Occidentaux et leurs alliés arabes de frapper le régime syrien. Alors que le secrétaire d'État américain John Kerry annonçait que l'usage d'armes chimiques contre des civils en Syrie était « inexcusable » et « indéniable » et que le Président Obama allait prendre une décision « éclairée » quant à la réponse appropriée à apporter, l'Iran a à nouveau mis en garde la communauté internationale contre toute intervention en Syrie[99]. « *Nous voulons adresser une sévère mise en garde contre toute attaque militaire en Syrie qui aurait assurément des conséquences dangereuses dans la région (…) Ces complications et ces conséquences ne se limiteront pas à la Syrie, elles engloutiront la région tout entière* », a ainsi prévenu le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères[100]. De son côté, Mohammad Ali Jafari, le responsable des Gardiens de la révolution a souligné que « *le fait que les Américains croient qu'une intervention militaire sera limitée à l'intérieur des frontières de la Syrie est une illusion, elle provoquera des réactions au-delà de ce pays* »[101]. Le chef de *al-Qods,* Ghassem Soleimani, a lui qualifié lors d'un discours devant l'Assemblée des experts l'accusation d'utilisation d'armes chimiques par le régime syrien de « prétexte » pour renverser Bachar al-Assad et affirmé que l'Iran soutiendra « *jusqu'au bout la Syrie* » face à une éventuelle coalition menée par les États-Unis[102]. Enfin, Téhéran a également dénoncé les prises de positions de la Ligue arabe appelant la communauté internationale et l'ONU « *à prendre des mesures contre le gouvernement syrien* »

94. « L'Iran parle d' "agents chimiques" en Syrie », *Le Figaro*, 24 août 2013.
95. « L'Iran évoque l'utilisation d' "agents chimiques" en Syrie », *France 24*, 24 août 2013.
96. « Syrie : l'Iran met en garde les États-Unis », *Le Figaro*, 24 août 2013.
97. « Syrie : l'Iran prévient Washington », *Le Figaro*, 25 août 2013.
98. Cité dans Ghazal Golshiri, « Des voix discordantes en Iran sur le soutien à la Syrie », *op. cit.*
99. « Syrie : les craintes de l'Iran et la Russie face aux conséquences d'une intervention armée », *Le Monde*, 27 août 2013.
100. « Syrie : mise en garde de l'Iran», *Le Figaro*, 27 août 2013.
101. « Pour l'Iran, une frappe provoquera des réactions 'au-delà' de la Syrie », *SDA*, 31 août 2013.
102. « L'Iran soutiendra la Syrie 'jusqu'au bout' », *SDA*, 5 septembre 2013.

à la suite de cette attaque chimique[103] tout en déclarant par la voix de son ministre des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, être prêt à aider à trouver une solution « pacifique » au conflit en Syrie[104].

Dans le contexte du climat international très tendu à ce moment, Téhéran a accueilli positivement et soutenu la proposition russe appelant à mettre sous contrôle international les armes chimiques de la Syrie. « *L'Iran soutient l'initiative de la Russie et la considère comme une mesure permettant de mettre fin à la militarisation de la région* », a déclaré la porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères[105]. Parallèlement, une proposition russo-iranienne a appelé à des mesures sous les auspices du Conseil de sécurité visant à empêcher les forces rebelles syriennes de recourir aux armes chimiques. Téhéran n'a pu que se féliciter de la proposition russe pour l'élimination des armes chimiques de la Syrie et de son acceptation par l'administration Obama le 14 septembre 2013. Elle a en effet fait retomber la pression internationale sur Damas, rendu indispensable pour la communauté internationale le maintien du régime – le temps au moins que le démantèlement de ces armes soit effectué, ce qui lui ouvrait une nouvelle opportunité – de gagner du temps – et finalement éloigné la perspective d'une intervention militaire américaine contre le régime syrien, dont les conséquences auraient pu être incalculables pour l'Iran.

Téhéran n'a pu que se féliciter de la proposition russe pour l'élimination des armes chimiques de la Syrie et de son acceptation par l'administration Obama le 14 septembre 2013.

Peut-être les négociations secrètes américano-iraniennes en cours à ce moment sur le nucléaire expliquent-elles l'attitude de compromis finalement choisie par l'administration Obama malgré les fortes pressions de certains de ses alliés comme l'Arabie saoudite. Difficile de savoir au stade actuel si ces négociations ont pesé sur la décision américaine à l'égard de la Syrie, Washington ne voulant peut-être pas prendre le risque de faire capoter le processus en cours avec Téhéran sur ce dossier fondamental. Il n'est pas non plus aisé de mesurer à quel point ces négociations ont pu faciliter le soutien sans faille de Téhéran à Damas à ce moment et si la République islamique les a instrumentalisées pour peser sur Washington dans le dossier syrien. D'autres facteurs ont aussi certainement joué du côté américain comme l'opposition forte de l'opinion publique américaine à une nouvelle aventure militaire après l'Afghanistan et l'Irak, les conséquences difficilement prévisibles d'une nouvelle opération militaire au Moyen-Orient ou les divisions de l'opposition syrienne et la présence croissante de *djihadistes* radicaux sur le terrain syrien, ce qui inquiète les Occidentaux et brouille les cartes auprès des opinions publiques occidentales. Quoi qu'il en soit, même si cette décision doit priver à terme Damas d'un de ses instruments militaires les plus dangereux, vu de Téhéran elle a offert un vrai répit à Bachar al-Assad à ce moment, en éloignant la menace d'une intervention militaire directe de Washington. L'accent remis sur la seule voie diplomatique et le rôle de l'ONU pour régler la question syrienne – d'autant que l'organisation internationale soutient la participation de Téhéran aux discussions de paix sur la Syrie et que cette dernière y bénéficie toujours du parapluie russe et chinois[106]

103. « L'Iran considère que la position de la Ligue arabe sur la Syrie est motivée par des considérations politiques », *Xinhua*, 2 septembre 2013.
104. « Syrie : l'Iran rejette l'usage de la force », *Le Point*, 2 septembre 2013.
105. « L'Iran accueille favorablement la proposition russe sur la Syrie », *Xinhua*, 10 septembre 2013.
106. Une volonté de l'ONU que l'Arabie saoudite n'apprécie guère. En octobre 2013, elle a refusé de siéger au Conseil de Sécurité, officiellement pour protester contre ce qu'elle considère comme un échec de la politique de l'organisation notamment en Syrie. Voir « Saudis reject Security Council seat: what led to the shocking snub », *The*

– est également un développement très positif pour la République islamique, lui laissant d'importantes marges de manœuvre. De même, sur le terrain militaire, le régime de Bachar al-Assad a pu poursuivre ses opérations. Les affrontements n'ont en effet pas baissé d'intensité à l'automne 2013 et le régime syrien a réussi à engranger à cette période des succès militaires, lui permettant de mieux se positionner sur le terrain et aussi pour d'éventuelles négociations avec une opposition de plus en plus divisée[107]. La décision américaine a enfin contribué à tendre les relations entre les États-Unis et certains de leurs alliés, notamment l'Arabie saoudite, ce qui est aussi un gain tactique collatéral non négligeable pour Téhéran[108].

b. Campagne de charme et poursuite du soutien à Bachar al-Assad

Dans le sillage de cette décision américaine et de la réduction de la tension internationale autour de la Syrie, le président Rohani a saisi l'occasion de la réunion de l'Assemblée générale des Nations unies pour lancer une véritable offensive de charme en direction des Occidentaux. Dans une interview accordée à la télévision américaine NBC le 18 septembre 2013, il a affirmé que son pays ne cherchait pas à obtenir l'arme nucléaire[109]. Il a ensuite rencontré le président français le 24 septembre et s'est entretenu par téléphone avec Barack Obama le 27, une première pour un président iranien depuis 1979. Ces divers gestes de Rohani ont modifié l'image internationale de l'Iran et lui ont permis d'amorcer son retour sur la scène diplomatique internationale. Ils ont aussi créé l'espoir parmi les Occidentaux de voir les relations s'améliorer avec ce pays et replacé l'attention de la communauté internationale sur la question du nucléaire, faisant au passage passer son soutien continu à Bachar al-Assad au second plan, même si nombreux sont ceux qui, comme le président français, ont exprimé l'espoir de voir l'Iran évoluer également sur cette question[110].

Washington a de son côté laissé entendre, début octobre 2013, qu'il pourrait convenir que l'Iran participe à de potentiels pourparlers de paix sur la Syrie (Genève II) à condition que Téhéran soutienne le « Communiqué de Genève I » appelant à un gouvernement de transition dans le pays. Une position rejetée immédiatement par la République islamique qui la considère comme le reflet de la volonté des États-Unis de se débarrasser de Bachar al-Assad. Le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères a ainsi déclaré que l'établissement de conditions préalables à l'invitation de l'Iran aux pourparlers était inacceptable[111]. Quelques jours plus tard, le Commandant des Gardiens de la révolution déclarait que l'Iran allait continuer « *son soutien matériel et spirituel à la nation syrienne et au gouvernement* »[112]. Alors que Washington rappelait à nouveau ses conditions pour une participation iranienne à Genève II fin octobre 2013, Téhéran

Christian Science Monitor, 18 octobre 2013.

107. Voir Morris, Loveday, « Syrian Government Makes Gains Ahead of Planned Talks », *The Washington Post*, November 15, 2013 et Jeffrey White, « The Syrian Regime's Military Solution to the War », The Washington Institute, *PolicyWatch*, n°2185, 18 décembre 2013.
108. « US tries to calm Saudi anger over Syria, Iran », *ArabianBusiness.com*, 21 octobre 2013 et « Saudi spy chief says Riyadh to 'shift away from US' over Syria, Iran », *Today's Zaman*, 22 octobre 2013.
109. Tracy Connor, « Iran's president Rouhani : We will never develop nuclear weapons », *NBC News*, 18 septembre 2013
110. « Iran-Syrie : François Hollande à l'ONU », *L'Independant*, 25 septembre 2013.
111. « L'Iran n'accepte aucune condition préalable à sa présence aux pourparlers sur la Syrie, selon sa porte-parole », *Xinhua*, 8 octobre 2013.
112. « Iran/Syria: IRGC Commander Reiterates Iran's Support for Syria », *Thai News Service*, 16 octobre 2013.

les a aussitôt rejetées[113], ce qui a fait dire à John Kerry qu'il voyait mal en quoi l'Iran pourrait jouer un rôle constructif dans cette conférence vu sa position[114].

Au cours de l'automne 2013, la République islamique a tranquillement continué à coopérer avec le régime syrien et à consolider son positionnement dans le pays, notamment dans le secteur économique. Damas et Téhéran ont ainsi discuté des moyens de promouvoir leur coopération économique et des mécanismes à mettre en place pour rendre plus aisée l'utilisation de la ligne de crédit d'un milliard de dollars offerte par l'Iran à la Syrie pour financer des projets[115]. La possibilité de développer des liens ferroviaires entre les deux territoires via l'Irak a aussi été abordée[116], de même que celle de consolider la coopération bilatérale en matière d'électricité[117]. Par ailleurs, la création d'une chaîne de télévision commune en arabe pour contrer le « *wahhabisme* » a été annoncée[118]. Téhéran s'est rendu particulièrement utile à Damas en contribuant à maintenir son approvisionnement pétrolier – un ravitaillement vital pour la survie du régime –, soit par des livraisons directes soit grâce à la mise en place de circuits parallèles impliquant notamment le transport de pétrole irakien par des navires de la compagnie *NITC* (*National Iranian Tanker Co.*) battant pavillon tanzanien via l'Égypte et le Liban[119]. La présence des Gardiens de la révolution en Syrie s'est aussi intensifiée. Un de leur officier, Mohammad Jamali Paqale, y est mort en novembre 2013[120]. Dans le sillage de cette annonce, un membre de la commission de la sécurité nationale et de la politique étrangère du Parlement iranien, Javad Karimi Qoddousi, a affirmé qu'il y avait « des centaines » de soldats iraniens en Syrie, combattant du côté du Président Bachar al-Assad. Une information que Téhéran a rapidement cherché à démentir[121]. Pourtant, selon une enquête de février 2014 publiée par *Reuters*, l'aide iranienne au régime de Bachar al-Assad n'a fait que se renforcer ces derniers mois avec l'envoi de troupes d'élites chargées du renseignement et de la formation des forces syriennes mais aussi de la direction de certaines opérations et combats. Plusieurs centaines de militaires iraniens auraient été déployés. Selon un ancien haut gradé des Gardiens de la révolution interrogé par l'agence britannique, 60 à 70 officiers supérieurs de la force *al-Qods* sont présents en permanence en Syrie auxquels il faudrait ajouter plusieurs centaines de *basijis*[122]. Pour un ancien membre de l'administration iranienne, également interrogé par *Reuters*, l'Iran a en fait profité des préparatifs de Genève II qui ont détourné l'attention de la communauté internationale pour renforcer son aide au régime syrien[123]. De son côté, Hassan Nasrallah, le leader du Hezbollah et l'allié le plus proche de Téhéran, a également réaffirmé le soutien de son mouvement au chef d'État syrien

113. « Iran rejects preconditions for participation in Syria talks in Geneva », *Fars News*, 21 octobre 2013.
114. « Kerry voices doubts on Iran role in Geneva talks on Syria », *Today's Zaman*, 21 octobre 2013.
115. « Syria, Iran hold economic talks to boost mutual cooperation », *Sana News*, 21 octobre 2013.
116. « Iran/Syria: Iran, Syria Seeking Hard to Expand Ties », *Thai News Service*, 25 octobre 2013.
117. « Syria and Iran discuss prospects for cementing cooperation in electricity », *Sana News*, 7 novembre 2013.
118. « Iran, Syria to launch joint anti-Wahhabism TV channel », *Tehran Times*, 2 novembre 2013.
119. Détails des circuits dans Julia Payne, « Exclusive: Assad's secret oil lifeline: Iraqi crude from Egypt », *Reuters*, 23 décembre 2013.
120. « Iran Guards commander killed in Syria: reports », *AFP*, 4 novembre 2013.
121. « Iran Has 'Hundreds Of Troops' In Syria », *RFE/RL*, 5 novembre 2013 et « Iran : IRGC Official Strongly Rejects Presence of Iran's Combat Troops in Syria », *Thai News Service*, 7 novembre 2013.
122. Jonathan Saul et Parisa Hafezi, « L'Iran de plus en plus impliqué dans le conflit syrien », *Reuters*, 21 février 2014.
123. Cité dans *Idem*.

en novembre 2013[124]. Alors que le mouvement, en difficulté au Liban, tentait au début de l'année 2014 d' « arrondir les angles » sur la scène libanaise pour essayer de rétablir quelque peu sa position[125] et limiter les implications de son engagement en Syrie pour ses soutiens libanais, il a en même temps réaffirmé son appui à Damas tant dans sa rhétorique que sur le terrain[126]. Sur le fond, une remise en cause du soutien iranien à Damas ne semble donc pas jusqu'ici faire partie des options envisagées par les cercles dirigeants iraniens. Avec cette politique à l'égard de la Syrie, la république islamique a cherché à consolider sa position dans le pays et à faire en sorte que le régime de Bachar al-Assad soit le mieux placé possible à Genève II et sans doute au-delà.

En complément de la poursuite de ce soutien sans faille, Hassan Rohani a pour sa part mis l'accent sur la recherche d'une solution politique au dossier syrien. Rencontrant fin octobre 2013 Lakhdar Brahimi, l'envoyé spécial de l'ONU et de la Ligue arabe, il a déclaré que « *(i)t is a cause for hope that various countries have reached the conclusion that the Syrian crisis has no military solution and that it should be resolved through political channels* (…) *The Islamic Republic of Iran is completely ready to play a positive role ... for [establishing] stability in Syria and it does not differ whether such efforts are carried out in the name of the Geneva II conference or any other move* »[127]. Le ministre des Affaires étrangères iranien a également répété à plusieurs reprises que la République islamique se félicitait des efforts de la communauté internationale pour trouver une « solution politique réaliste » à la crise syrienne[128]. Il semble que le terme de « solution réaliste » indique dans l'esprit de l'administration Rohani à la fois une certaine flexibilité mais aussi la prise en compte par les soutiens des opposants au régime syrien des intérêts iraniens en Syrie qui passent par le maintien du pouvoir politique actuel.

Il semble que le terme de « solution réaliste » indique dans l'esprit de l'administration Rohani à la fois une certaine flexibilité mais aussi la prise en compte par les soutiens des opposants au régime syrien des intérêts iraniens en Syrie qui passent par le maintien du pouvoir politique actuel.

Sur le front diplomatique, Téhéran ne s'est pas contenté d'exprimer sa bonne volonté et d'appeler à une « *solution politique réaliste* » en Syrie. Il a fait des gestes d'ouverture en direction de son voisin turc et joue l'apaisement avec Ankara. Le président Rohani a en effet annoncé à la Turquie en octobre 2013 qu'il était prêt à aider à résoudre la crise syrienne[129]. Son ministre des Affaires étrangères s'est d'ailleurs rendu dans la capitale turque pour discuter de cette question. La présence croissante de groupes liées à *al-Qaeda* en Syrie et les risques que ces derniers n'attisent encore davantage le conflit sectaire entre chiite et sunnite a ouvert des perspectives de rapprochement entre les deux pays, même si d'importantes divergences continuent de les séparer[130]. Pour Téhéran, l'ouverture envers la Turquie est aussi un moyen de diviser les soutiens à l'opposition syrienne.

124. Mitchell Prothero, « Hezbollah leader vows to keep fighters in Syria, embraces Iran's talks with West », *McClatchy-Tribune News Service*, 14 novembre 2013.
125. Philippe Abi-Akl, « Présent en Syrie sur ordre des pasdaran, le Hezbollah avait grand besoin d'une couverture gouvernementale », *L'Orient/Le Jour*, 21 février 2014.
126. Voir « Hezbollah says to remain in Syria », *The Daily Star*, 9 février 2014 ; Hezbollah leader Nasrallah vows to keep fighters in Syria, *BBC News*, 17 février 2014 et « Hezbollah and Assad Plan Offensive On Jihadists In Yabrud », *The Daily Beast*, 30 janvier 2014.
127. « Iran president urges political solution to Syria », *Press TV*, 27 octobre 2013.
128. « Iran welcomes realistic Syria solution », *Iranian Government News*, 23 novembre 2013.
129. « President Rouhani: Iran spares no efforts to restore peace to Syria », *Iranian Government News*, 27 octobre 2013.
130. « Iran, Turkey concerned over Syria sectarian unrest », *Press TV*, November 1, 2013 et Tim Arango, Sebnem Arsu, « Turkey and Iran Signal a Softening of Differences Over Syria », *The New York Times*, 2 novembre 2013.

c. Flexibilité sur le nucléaire mais jusqu'ici pas sur la Syrie

La signature de l'accord intermédiaire de Genève sur le nucléaire, le 24 novembre 2013, a contribué à créer un nouveau climat international marqué par une certaine détente et porteur de l'espoir de voir l'Iran jouer un rôle plus constructif en Syrie[131]. Elle a mis fin au tabou du refus de tout dialogue avec Washington, cultivé depuis presque 35 ans par le régime iranien, ce qui constitue en soi une avancée positive. Outre Oman, qui a servi de médiateur entre les États-Unis et l'Iran sur le dossier nucléaire, les autres pétromonarchies arabes du Golfe – y compris l'Arabie saoudite du bout des lèvres – ont accueilli positivement la signature de cet accord. Certaines s'interrogent cependant sur la possibilité d'enclencher un processus d' « engagement » prudent avec Téhéran. Cet accord a également été bien accueilli en Turquie[132].

Cette détente du climat international permet d'envisager l'ouverture de nouveaux canaux diplomatiques et la possibilité d'une prise de contact plus aisée entre l'Iran et les puissances régionales qui ont pris fait et cause pour l'opposition syrienne. Des progrès importants ont en effet été enregistrés avec la Turquie qui a modifié sa position à l'égard du conflit syrien, misant désormais sur un règlement politique. Ahmet Davutoglu, le chef de la diplomatie turque, s'est rendu à Téhéran fin novembre 2013. À l'issue de sa visite, une déclaration commune appelant à un cessez-le-feu en Syrie avant la conférence de paix sur le Moyen-Orient (Genève II) organisée par l'ONU a été signée[133]. Le ministre iranien des Affaires étrangères a déclaré à cette occasion, « *bien sûr, l'Iran et la Turquie ont des positions différentes sur la Syrie mais nous essayons de les minimiser (…) Ce qui importe est de finir la guerre en Syrie et d'avancer vers une solution politique* »[134]. Le Premier ministre turc, Tayyip Erdogan a ensuite effectué un déplacement dans la capitale iranienne en janvier 2014 pour poursuivre le rapprochement avec Téhéran. La question syrienne n'a d'ailleurs pas été abordée lors de la conférence de presse commune, sans doute pour minimiser le risque de l'expression publique d'un désaccord sur ce dossier[135]. La diplomatie iranienne a aussi saisi l'occasion créée par ce climat positif pour tenter de renouer quelque peu avec ses voisins du golfe Persique et rétablir la confiance. Fin 2013, le ministre iranien des Affaires étrangères s'est rendu dans quatre des six monarchies du Golfe (Qatar, Koweït, Émirats arabes unis et Oman), les exceptions, certes significatives, étant Bahreïn et l'Arabie saoudite)[136]. Lors de sa conférence de presse à l'issue de sa rencontre avec l'émir du Koweït, il a tenté de rassurer les pétromonarchies sur la question du nucléaire et a annoncé son intention de se rendre en Arabie saoudite[137]. Une annonce qui restait toutefois à concrétiser au début de 2014.

L'atmosphère générale entre l'Iran de Hassan Rohani et les Occidentaux mais aussi avec certains de ses voisins du Golfe a ouvert la possibilité d'une désescalade. Même si cette évolution positive reste fragile – des événements imprévus peuvent la remettre en cause comme l'attentat visant l'ambassade d'Iran à Beyrouth le 19 novembre 2013

131. Zeina Karam, John Heilprin, « Syria talks aim to build on momentum of Iran deal », *Associated Press*, November 25, 2013 et « What does Nuclear Deal Mean for Iran's Role in Syria », *States News Service*, 25 novembre 2013.
132. « Iran, Egypt, Syria and Turkey », *Today's Zaman*, 27 novembre 2013.
133. « Syrie : Iran et Turquie appellent à un cessez-le-feu avant Genève-2 », *RIA Novosti*, 27 novembre 2013 et « Turkey, Iran call for cease-fire in Syria before Geneva II », *Today's Zaman*, 27 novembre 2013.
134. « Iran, Turkey call for ceasefire before Syria talks », *AFP*, 27 novembre 2013.
135. « Prime Minister Erdogan says Iran is like his 'second home' », *Today's Zaman*, 29 janvier 2014.
136. Adam, Schreck, « Iran's top diplomat reaches out to Gulf states », *Associated Press*, 4 décembre 2013.
137. « Iran's Zarif reassures Gulf Arabs over nuclear deal », *AFP*, 1er décembre 2013.

attribué par le dirigeant du Hezbollah à l'Arabie saoudite[138] ou le double attentat perpétré non loin du centre culturel iranien et des bureaux de plusieurs médias iraniens à Beyrouth le 19 février 2014[139]– elle pourrait faciliter la recherche d'une solution au conflit syrien. Toutefois, les positions sur la Syrie restent très éloignées. Même si les Occidentaux commencent à envisager la possibilité de coopérer d'une manière ou d'une autre avec Téhéran sur le dossier syrien[140], d'énormes difficultés doivent être surmontées. Tous les acteurs n'étaient ainsi pas convaincus de l'intérêt d'une participation de Téhéran aux discussions de Genève II, étant donné ses positions inchangées de soutien multiforme à Damas. C'est ce qui explique que l'invitation qui avait été lancée à l'Iran par le Secrétaire général des Nations unies a finalement été retirée. La méfiance à l'égard de Téhéran reste de mise, nombreux étant ceux dans la région qui redoutent que l'Iran n'utilise la question du nucléaire pour obtenir en échange des concessions importantes, notamment la garantie de voir ses intérêts pris en compte en Syrie et sans doute au Liban, au détriment des anti-Assad et des sunnites en général.

De son côté, la République islamique a maintenu voire amplifié son soutien multiforme au pouvoir syrien, tout en se déclarant prête à participer à la recherche d'une solution politique à la crise dans ce pays, mais sans précondition préalable[141], une position qui lui permet de conserver son influence, de continuer à assurer la survie de son allié et qui lui laisse une marge de manœuvre maximale pour une éventuelle entente négociée sur cette question. Jusqu'ici, Téhéran a découplé les questions du nucléaire et de la Syrie, faisant preuve de flexibilité sur la première, tout en restant intransigeant sur la seconde. Quand bien même le président Rohani aurait-il la volonté de modifier cette ligne – ce que certains analystes lui prête[142] – il n'est pas certain qu'il en ait le pouvoir vu la configuration du régime en Iran. Il n'est en effet pas le seul à décider. Il lui faut en effet tenir compte du Guide et aussi des Gardiens de la révolution qui considèrent la Syrie comme étant de leur responsabilité et une pièce maîtresse pour le maintien voire l'expansion de l'influence régionale iranienne. Et ces derniers ne semblent pas près de revoir leur soutien au régime en place, comme le démontre l'enquête de *Reuters* citées plus haut. Mohammad Ali Jafari, leur Commandant en chef, déclarait ainsi dans un discours à l'université Imam Sadegh en décembre 2013, que l'Iran ferait tout ce qui est nécessaire pour « *sauver le gouvernement syrien* »[143]. Vu de Téhéran, le temps continue de jouer en sa faveur et sa stratégie intransigeante à l'égard de la Syrie s'est révélée jusqu'ici payante. Son assistance multiforme lui a offert une influence croissante dans le pays, tout en continuant de renforcer son allié et d'accroître ses chances de survie. Damas a de son côté profité du nouveau climat international puis du sillage des négociations dans le cadre de la Conférence de Genève II pour accentuer sa pression militaire sur le terrain et gagner des points, face à une opposition qui continue de se déchirer. Ankara a aussi poursuivi son rapprochement avec Téhéran, ce qui constitue un bénéfice diplomatique important pour la République islamique et aussi un gain tactique majeur car cela contribue à diviser les soutiens de l'opposition syrienne. Par ailleurs, la nécessité

138. « Ryad derrière l'attentat de l'ambassade d'Iran à Beyrouth selon le Hezbollah », *Libération*, 3 décembre 2013.
139. « L'Iran condamne "fermement" le double attentat de Beyrouth », *AFP*, 19 février 2014.
140. David Schenker, « Linking the Syrian Conflict to the Iranian nuclear agreement », *Weekly Standard*, 13 décembre 2013.
141. « Iran Ready to Participate in Geneva II Talks on Syria », *Fars News Agency*, 26 novembre 2013.
142. Shimon Shapira, « Is Hezbollah About to Withdraw from Syria? », *Arutz Sheva*, 1er février 2014.
143. Arash Karami, « IRGC: Iran will do whatever's necessary to 'save Syria' », *Iran Pulse*, 11 décembre 2013.

d'intégrer l'Iran à toute négociation sur la crise syrienne apparaît de plus en plus pressante vu l'échec patent de Genève II et la poursuite de la violence en Syrie. Les voix se multiplient dans ce sens[144]. Pour sortir de la crise, la communauté internationale sera sans doute contrainte de négocier la recherche d'un compromis avec Téhéran. Pour qu'il soit acceptable par la République islamique, il devra passer par le maintien au pouvoir du régime actuel sous une forme ou sous une autre. Une requête difficile à accepter pour la communauté internationale comme pour l'ensemble de l'opposition syrienne mais une exigence que Téhéran n'abandonnera pas facilement. Le processus de négociation risque donc d'être particulièrement ardu et semé d'embûches.

144. « New US Syria policy should engage Iran », Al-Monitor, 17 février 2014.

Conclusion

Vu l'intérêt de l'Iran pour l'alliance avec la Syrie, dès le déclenchement de la contestation du régime alaouite, la République islamique a pris fait et cause pour Bachar al-Assad. La transformation de la contestation populaire en guerre civile et la multiplication des ingérences régionales et internationales n'ont fait que renforcer la volonté de Téhéran de soutenir le gouvernement de Damas. Par tous les moyens à sa disposition, il a aidé les autorités syriennes à survivre face au mouvement de révolte. Dans cette perspective, la République islamique porte évidemment une responsabilité dans les massacres commis par l'armée syrienne et dans la poursuite des violences depuis trois ans. Cependant, il faut aussi reconnaître que certains pays qui ont soutenu activement les insurgés avaient pour objectif de mener une guerre indirecte à l'Iran, en espérant que le renversement de son allié syrien allait affaiblir à la fois le régime iranien et le courant chiite fortement renforcé dans la région depuis la chute de Saddam Hussein en 2003. Ils portent également leur part de responsabilité. L'arrivée au pouvoir d'Hassan Rohani, même si elle a modifié le ton de la politique étrangère iranienne, n'a jusqu'ici pas transformé son positionnement à l'égard de la crise syrienne. S'il en a peut-être la volonté, le nouveau président ne semble en tout cas pas en avoir le pouvoir jusqu'ici. Téhéran a donc continué à protéger le régime de Damas en mettant en garde la communauté internationale contre toute intervention militaire, à lui prodiguer un maximum d'assistance – y compris militaire – et à étendre son influence dans le pays. Pourtant, l'arrivée du nouveau chef État iranien, en détendant quelque peu l'atmosphère internationale, a laissé entrevoir l'espoir d'une évolution positive sur le dossier syrien. Avec la signature de l'accord intermédiaire sur le nucléaire du 24 novembre 2013, les données du problème Iran-Syrie se sont quelque peu modifiées. Cet accord provisoire, s'il aboutit à un accord définitif, pourrait en effet avoir des conséquences et un impact sur la Syrie. D'une part, il pourrait contribuer à terme au retour de l'Iran dans le concert des nations, une situation que le pouvoir iranien voudra renforcer en poursuivant sans doute une politique plus modérée afin de conforter son nouveau statut. Cette évolution pourrait l'amener à revoir sa ligne en Syrie. Par ailleurs, en constatant que le renversement du régime iranien (*regime change*) n'est plus à l'ordre du jour pour le moment dans les sphères politiques américaines, Téhéran peut se montrer plus conciliant et aider à la recherche d'une solution négociée à la crise syrienne. Si la République islamique n'est plus une partie de l'objectif du conflit syrien, elle pourrait participer à sa résolution et contribuer enfin à interrompre cette guerre qui a déjà causé plus de 100 000[145] morts, des millions de déplacés et considérablement déstabilisé le Moyen-Orient.

Les intérêts de Téhéran en Syrie restent jusqu'à présent considérés comme vitaux pour la sécurité du pays et du régime par de nombreux décideurs iraniens. On imagine mal dans ces conditions l'Iran accepter un règlement du conflit qui ne tiendrait pas compte de ses intérêts. Téhéran s'est d'ailleurs assuré par son assistance et sa présence en Syrie que la communauté internationale ne puisse faire l'économie d'une prise en compte de ses choix et de ses préférences. Le processus de rapprochement des positions

145. Cette estimation provient du bureau des droits de l'Homme des Nations unies, dans son dernier bilan en juillet 2013.

iraniennes avec celles de l'opposition syrienne et de ses soutiens afin de dégager un compromis de sortie de crise pour ce pays sera donc long et sans doute semé d'embûches. Au début de 2014, il restait difficile d'en déceler des prémisses.

À supposer que le régime syrien parvienne en fin de compte à se maintenir en place sous une forme ou sous une autre, comme le souhaite Téhéran, quel impact cela aura-t-il pour l'Iran ? La République islamique aura certes contribué à sauver un pouvoir qui constitue l'élément central de sa politique au Levant, politique construite patiemment et à grands frais depuis les années 1980. Mais elle aura en même temps fortement dégradé son image dans le monde musulman sunnite par son association continue avec le régime syrien. Même si ce dernier lui est reconnaissant pour son aide et lui sera sans doute plus soumis – en tout cas temporairement – les Iraniens auront désormais à Damas un allié très affaibli, avec une image totalement ternie au plan régional et international et une économie complètement détruite. De son côté, le Hezbollah libanais, très lié à l'Iran, en intervenant directement dans la guerre civile syrienne a perdu l'aura qu'il avait acquise dans l'opinion publique arabe après sa confrontation avec Israël en 2006. Sa position est aussi fragilisée au Liban même si il essaye depuis le début de l'année 2014 de la rétablir en multipliant les gestes de conciliation à l'égard des autres formations politiques du pays. De quelque manière que l'on analyse la crise syrienne, même si Téhéran semble à première vue s'en être bien tiré grâce à sa stratégie de soutien à Damas, elle aura néanmoins contribué au déclin de l'axe Téhéran-Damas, pièce maîtresse de la politique régionale de l'Iran qui avait résisté très longtemps aux nombreux changements politiques intervenus au Moyen-Orient.

Bruxelles-Genève,
février 2014

LES RAPPORTS DU GRIP

2/09 **La politique pyromane de Washington - Les transferts militaires des États-Unis vers le Moyen-Orient**, Caroline Pailhe, 56 p., 9 €

3/09 **Le traité de Pelindaba - L'afrique face aux défis de la prolifération nucléaire**, Cédric Poitevin, 40 p., 7 €

4/09 **Contrôles post-exportation lors des transferts d'armement - Preuve d'arrivée et monitoring d'utilisation finale**, Ilhan Berkol et Virigine Moreau, 40 p., 8 €

5/09 **La réforme du secteur de la sécurité en République centrafricaine - Quelques réflexions sur la contribution belge à une expérience originale**, Marta Martinelli et Emmanuel Klimis, 38 p., 8 €

6/09 **Darfour. Mission impossible pour la MINUAD?**, Michel Liégeois, 30 p., 6 €

7/09 **RD Congo. Ressources naturelles et violence. Le cas des FDLR**, Brune Mercier, 22 p., 5 €

8/09 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes - Compendium 2010**, Luc Mampaey, 40 p., 8 €

9/09 **La Convention sur les armes à sous-munitions - Un état des lieux**, Bérangère Rouppert, 28 p., 6 €

10/09 **L'Union européenne et les armes légères - Une pluralité de politiques pour une problématique globale**, Hadrien-Laurent Goffinet (avec la collaboration de Virigine Moreau), 28 p., 6 €

11/09 **Le contrôle du courtage des armes légères - Quelle mise en oeuvre au sein de l'UE?**, Virginie Moreau et Holger Anders, 32 p., 6 €

12/09 **Le contrôle du transport aérien des armes légères - État des lieux et défis**, Jihan Seniora, 32 p., 6 €

1/10 **Recueil des articles concernant la politique extérieure de l'UE**, Federico Santopinto, 66 p., 10 €

2/10 **La guerre en sous-traitance – L'urgence d'un cadre régulateur pour les sociétés militaires et de sécurité privées**, Luc Mampaey et Mehdi Mekdour, 32 p., 6 €

3/10 **La gestion des frontières terrestres et le trafic illicite transfrontalier des armes légères**, Jihan Seniora et Cédric Poitevin, 24 p., 6 €

4/10 **Conférence de révision 2010 du Traité de non-prolifération - Succès et désillusions d'une nouvelle dynamique de désarmement nucléaire**, Mehdi Mekdour et Bérangère Rouppert, 32 p., 7 €

5/10 **Contrôle des transferts d'armes – L'exemple des États francophones d'Afrique subsaharienne**, Virginie Moreau, Cédric Poitevin et Jihan Seniora, 34 p., 7 €

1/11 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes – Compendium 2011**, Luc Mampaey, 44 p., 8 €

2/11 **La privatisation de la propagande américaine en Afghanistan et en Irak, Rendon Group**, Arnaud Simonis, 24 p., 6 €

3/11 **L'ONU et le contrôle des embargos sur les armes – Entre surveillance et vérification**, Virginie Moreau, 28 p., 6 €

4/11 **La Mission des Nations unies en RD Congo – Bilan d'une décennie de maintien de la paix et perspectives**, Xavier Zeebroek, Marc Memier et Pamphile Sebahara, 40 p., 8 €

5/11 **Transparence en matière de transferts d'armements – Quelles responsabilités pour les Etats ?**, Jihan Seniora, 34 p., 7 €

6/11 **Le traité sur le commerce des armes – Les enjeux pour 2012**, Virginie Moreau, 34 p., 7 €

1/12 **La Côte d'Ivoire un an après – Rétrospective sur cinq mois de crise électorale, ses impacts et ses questionnements**, Bérangère Rouppert, 36 p., 7 €

2/12 **Ammunition controls, the ATT, and Africa – Challenges, requirements, and scope for action**, Holger Anders, 20 p., 5 €

3/12 **Interdiction des armes chimiques – Réalisations, défis et nouvelles priorités de la Convention**, Bérangère Rouppert, 28 p., 6 €

4/12 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes – Compendium 2012**, Luc Mampaey, 44 p., 8 €

5/12 **Les armes nucléaires tactiques américaines en Europe – Les enjeux d'un éventuel retrait**, Bérangère Rouppert, 24 p., 6 €

6/12 **Panorama du trafic de cocaïne en Afrique de l'Ouest**, Georges Berghezan, 36 p., 7 €

7/12 **Ressources naturelles, conflits et construction de la paix en Afrique de l'Ouest**, Bruno Hellendorff, 38 p., 7 €

8/12 **La conférence 2012 sur une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient – Un échec programmé ?**, Bérangère Rouppert, 32 p., 7 €

1/13 **Côte d'Ivoire et Mali, au cœur des trafics d'armes en Afrique de l'Ouest**, Georges Berghezan, 40 p., 7 €

2/13 **Le contrôle du courtage en armements – Quelle mise en œuvre au sein de l'UE ?**, Kloé Tricot O'Farrell, 36 p., 7 €

3/13 **Mali – De l'intervention militaire française à la reconstruction de l'État**, Bernard Adam, 32 p., 7 €

4/13 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes – Compendium 2013**, Sabrina Lesparre et Luc Mampaey, 52 p., 8 €

5/13 **Sur les traces des armes dans le dédale proche-oriental**, Fanny Lutz, 40 p., 7 €

6/13 **Le « pivot » américain vers l'Asie – Conséquences sur le système de défense antimissile américain, asiatique et européen**, Bruno Hellendorff et Bérangère Rouppert, 32 p., 6 €

7/13 **Le Sommet sur la sécurité nucléaire à la croisée des chemins : entre doutes et ambitions**, Sylvain Fanielle, 36 p., 7 €

8/13 **La Conférence sur une zone exempte d'armes de destruction massive et leurs vecteurs au Moyen-Orient**, Bérangère Rouppert, 44 p., 7 €

9/13 **Arms Transfers to The Syrian Arab Republic : Practice and Legality**, Mélanie De Groof, 55 p., 8 €

10/13 **Un New Deal pour le marché européen de la défense ? La position de la Commission en vue du Conseil européen de décembre 2013**, Quentin Genard et Sabine Sarraf, 24 p., 6 €

11/13 **Groupes armés actifs en R. D. Congo - Situation dans le « Grand Kivu » au 2ème semestre 2013**, Georges Berghezan, 36 p., 6 €

La liste complète des Rapports est disponible sur www.grip.org

L'IRAN ET LA QUESTION SYRIENNE

DES « PRINTEMPS ARABES » À GENÈVE II

Les relations avec la Syrie sont une pièce maîtresse de la politique étrangère iranienne au Levant. Confronté à la vague des « Printemps arabes », Téhéran s'est plutôt réjoui de ce phénomène qui lui offrait des opportunités neuves au Moyen-Orient, avant de dénoncer le mouvement de contestation qui a touché Damas. Les intérêts de la République islamique sont tels dans ce pays, qu'elle a décidé de soutenir le régime de Bachar al-Assad par tous les moyens à sa disposition (politiques, diplomatiques, militaires et économiques).

Cette politique, débutée lors des manifestations anti-Assad début 2011, s'est accentuée alors que le pays plongeait dans la guerre civile. Elle n'a pas été remise en cause avec l'arrivée au pouvoir d'Hassan Rohani. Même si l'atmosphère internationale s'est un peu détendue autour de l'Iran et que l'accord intermédiaire sur le nucléaire signé à Genève en novembre 2013 pourrait à terme faire évoluer positivement la position iranienne sur la Syrie, jusqu'ici, il reste néanmoins difficile de déceler des signes d'une telle évolution. Par son assistance multiforme, Téhéran est devenu le principal soutien du régime de Bachar al-Assad. En renforçant son influence en Syrie, le régime iranien s'est en même temps assuré que la communauté internationale devrait prendre en considération ses intérêts dans le règlement de la crise syrienne.

Mohammad-Reza Djalili est professeur émérite à l'Institut de Hautes Études Internationales et du Développement de Genève. **Thierry Kellner** est chargé de cours au Département de science politique de l'Université Libre de Bruxelles (ULB) et chercheur associé au GRIP.

GRIP
GROUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ